

dodis.ch/63352
EIDGENÖSSISCHE TECHNISCHE HOCHSCHULE
KULTUR- UND STAATSWISSENSCHAFTLICHE SCHRIFTEN
ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE
ÉTUDES LITTÉRAIRES, SOCIALES ET ÉCONOMIQUES 79

ARCHIV-EX

Datum:

DIE SCHWEIZ IM NOTSTAND DER GEGENWART

Vorträge von

Bundesrat Max Petitpierre

Professor Werner Näf

Oberstkorpskommandant Hans Frick

POLYGRAPHISCHER VERLAG A.-G. ZÜRICH . 1952

Dodis



EIDGENÖSSISCHE TECHNISCHE HOCHSCHULE
KULTUR- UND STAATSWISSENSCHAFTLICHE SCHRIFTEN
SCUOLA POLITECNICA FEDERALE
STUDI LETTERARI, SOCIALI, ECONOMICI **79**

Begründet im Jahre 1930 vom Präsidenten des Schweizerischen Schulrates
Prof. Dr. A. Rohn

Unter Mitwirkung

des Präsidenten des Schweizerischen Schulrates

Prof. Dr. H. Pellmann

herausgegeben von

Prof. Dr. G. Guggenbühl und Prof. Dr. Charly Clerc

Heft 79

Poligraphischer Verlag A. G. Zürich - 1952

Kultur- und Staatswissen- schaftliche Schriften

Unter Mitwirkung
des Präsidenten des Schweizerischen Schulrates
Prof. Dr. H. Pallmann

herausgegeben von
Prof. Dr. G. Guggenbühl und Prof. Dr. Charly Clerc

Heft 79

Polygraphischer Verlag A.-G. Zürich · 1952

Die Schweiz im Notstand der Gegenwart

Vorträge

gehalten im Februar 1952

an der Eidgenössischen Technischen Hochschule

von

Bundesrat Max Petitpierre

Professor Werner Näf

Oberstkorpskommandant Hans Frick

Polygraphischer Verlag A.-G. Zürich · 1952

In diesem Heft sind drei Vorträge vereinigt, die vom Schweizerischen Schulrat unter dem gemeinsamen Titel

Die Schweiz im Notstand der Gegenwart

im Verlaufe des Februars 1952 an der Eidgenössischen Technischen Hochschule veranstaltet wurden.

Alle Rechte vorbehalten
Zürich 1952

Buchdruckerei H. R. Sauerländer & Co. Aarau

La Suisse dans le monde actuel

Conférence faite par

M. Max Petitpierre

Chef du Département politique fédéral

Il est difficile de se faire une opinion objective sur la situation dans laquelle se trouve le monde actuellement. On a tendance à oublier que, sous les événements visibles, les dominant, – et à longue échéance plus importantes qu'eux, – des forces profondes sont en action, qui, lentement ou rapidement, sont susceptibles de transformer, voire même d'emporter les sociétés. «Les événements politiques ne sont souvent que l'apparence», a écrit un historien, «l'évolution sociale est la réalité». Il n'est pas aisé de déterminer ces forces, et encore moins de dire s'il est possible d'aller contre elles, de s'opposer à leur action, de les canaliser ou de les diriger.

Quant aux événements qui se succèdent jour après jour, et dont nous sommes les spectateurs, parfois les acteurs, il n'est pas facile de rechercher et de connaître avec certitude les raisons et les causes qui les ont inspirés ou provoqués, et de mesurer leur portée réelle. Les décisions et les faits dont dépendent la paix ou la guerre, l'avenir d'un peuple ou d'un continent, celui même de l'humanité, ont-ils un caractère de fatalité ou se confondent-ils avec des décisions humaines : celles d'un homme, d'un gouvernement ou de plusieurs gouvernements associés dans une entreprise commune ? Et, si l'on répond affirmativement, se pose la question des intentions, des buts proches ou lointains poursuivis, des objectifs qu'une politique déterminée cherche à atteindre. Il est souvent impossible de discerner l'apparence de la réalité, non seulement parce que – surtout là où les gouvernements ne sont pas sous le contrôle d'une opinion publique et peuvent agir sans avoir de comptes à rendre – les hommes d'Etat n'indiquent pas nécessairement leurs projets, mais encore parce que la propagande, cette utilisation politique du mensonge, dont l'on a fait une arme souvent efficace dans les controverses internationales,

permet à ceux qui s'en servent de jeter un voile épais sur leurs intentions réelles.

On peut néanmoins affirmer, sans crainte de se tromper, que nous vivons dans une époque de très grand désordre – dans les esprits comme dans les faits – et que ce désordre s'étend aujourd'hui au monde entier. Alors qu'autrefois les événements historiques étaient plus ou moins localisés, se déroulaient dans des régions limitées et distinctes, séparées géographiquement et indépendantes les unes des autres, aujourd'hui l'humanité entière est impliquée dans ces événements, et l'avenir d'un peuple se confond pour ainsi dire avec celui de l'espèce humaine. On peut parler de l'unité de l'histoire en formation, comme on dit de la paix qu'elle est indivisible.

Mais si intéressant et nécessaire qu'il soit d'essayer de voir les choses de haut et de placer les événements quotidiens dans la perspective du temps et de l'histoire, pour les mieux comprendre et tenter de se les expliquer, quand on est associé aux responsabilités et aux décisions d'un gouvernement, on doit apprécier ces événements dans leur lumière actuelle en recherchant leurs causes et leurs effets immédiats. Dans un pays comme la Suisse, qui n'a d'autre ambition sur le plan international que de vivre en paix dans un monde pacifique, qui n'a de prétentions ou de revendications politiques à l'égard d'aucun autre pays, le jugement que nous portons sur le monde qui nous entoure doit s'efforcer d'être objectif et impartial, libéré de tout parti pris et d'idées préconçues.

La situation actuelle me semble caractérisée par une accumulation de conflits, que l'on peut classer dans trois catégories :

Les uns sont issus de la dernière guerre. Les Alliés, qui avaient pu s'entendre et unir leurs efforts pour gagner la guerre, se sont trouvés divisés quand il s'est agi de faire et d'organiser la paix. Quelques traités de paix ont été signés avec les pays vaincus par tous leurs adversaires : ainsi les traités avec l'Italie, la Finlande et les pays des Balkans. Un autre, celui avec le Japon, ne l'a été que par un groupe de ses anciens adversaires et contre la volonté des autres. Enfin, d'autres pays n'ont pas encore un statut définitif : ainsi l'Autriche, libérée en 1945, mais encore occupée aujourd'hui. De même l'Alle-

magne, aussi occupée, est divisée en deux territoires, ayant chacun son propre gouvernement. Elle constitue sans doute aujourd'hui le problème le plus important de l'Europe, qu'il s'agisse de son unification, sur laquelle tout le monde se déclare en principe d'accord, mais sans que l'entente puisse se faire sur la manière dont cette unification doit être réalisée, ou de son réarmement, qui est un objet de discussion constante entre les anciens alliés, mais aussi entre ceux d'aujourd'hui, groupés dans le Pacte de l'Atlantique-Nord, et enfin entre les Allemands eux-mêmes.

Une autre série de problèmes, dont quelques-uns se sont déjà transformés en conflits aigus ou sanglants, se rapportent plus ou moins à la politique coloniale. Depuis la fin de la guerre, plusieurs pays importants, qui avaient été des colonies, ont recouvré leur indépendance totale. Mais d'autres pays, en Asie et en Afrique du Nord, sont le théâtre de luttes meurtrières, souvent d'ailleurs assez complexes. L'objet de ces luttes est l'indépendance politique immédiate, qui serait en général assurée à terme par la métropole, mais c'est aussi parfois une lutte interne pour la prise du pouvoir, un parti faisant cause commune avec la métropole, l'autre étant soutenu de l'extérieur par une tierce puissance. Enfin, dans le Moyen Orient, des Etats indépendants et souverains, mais liés à une puissance européenne par des traités ou des accords qu'ils jugent onéreux ou incompatibles avec une indépendance totale, s'en sont libérés ou entendent s'en libérer par des décisions et des mesures unilatérales. La politique suivie par leurs gouvernements, et appuyée par un mouvement populaire, est parfois elle-même l'objet de discussions et de divergences intérieures. Il est probable que ces conflits resteront localisés. Mais s'ils se multiplient et si les grandes puissances, qui n'y sont pas directement intéressées, interviennent, tous ces foyers pourraient n'en former qu'un seul, et l'on aurait, sur un autre plan et sous une autre forme, la répétition des événements de Corée. Quoi qu'il en soit, ces conflits aggravent l'insécurité générale.

La Suisse n'est impliquée dans aucun de ces conflits, ni en Europe, ni ailleurs. A la fin des hostilités, en 1945, et dans les années suivantes, elle s'est trouvée en face de nombreux problèmes issus de la guerre, de ses résultats et de la nouvelle configuration qu'elle avait donnée

au monde. Nous devons rétablir les contacts et les relations interrompus, en établir avec de nouveaux pays. Nous devons aussi défendre les intérêts suisses de toute espèce qui avaient été lésés, souvent gravement, par les mesures prises par les belligérants durant les hostilités, ou après la guerre par les gouvernements de pays dont la structure économique avait été complètement bouleversée. On sait que la guerre a pour effet les vacances du droit. Tous est subordonné au but poursuivi: la victoire. Il n'a pas été possible d'obtenir, dans de nombreux cas, que des mesures d'exception fussent sans autre rapportées, et que l'état de droit antérieur à la guerre fût rétabli. C'est pourquoi nous avons dû négocier et faire parfois des concessions qui ont heurté nos conceptions du droit. L'accord de Washington de 1946, les conventions qui ont été passées avec d'autres pays pour régler les conséquences des mesures de nationalisation prises, ou encore pour obtenir la réparation des préjudices de toute sorte causés à des Suisses au cours des hostilités, ne nous ont pas tous donné satisfaction, mais ont permis de régler à l'amiable ou, si l'on préfère, de liquider des questions irritantes. Le problème des dommages de guerre est un des seuls qui subsistent. Il n'a pas été possible, malgré tous nos efforts, d'obtenir qu'il soit résolu d'une manière positive pour ceux de nos compatriotes qui les avaient subis. Mais toutes les questions que nous avons eu à traiter, importantes pour nous, n'avaient pas une portée politique générale. Et les problèmes actuellement pendants qui divisent les autres pays se régleront en dehors de nous, qu'ils soient de la compétence des Etats vainqueurs ou de celle de l'Organisation des Nations Unies.

Quant aux conflits de nature coloniale, la Suisse n'y est pas non plus directement intéressée, puisqu'elle n'a jamais eu de colonies ni de politique coloniale. Elle n'a donc pas voix au chapitre et personne ne sollicite ni son avis ni son intervention. Il n'y a pas de doute que les pays européens ont besoin des matières premières et des produits de toute espèce que peuvent leur fournir l'Asie et l'Afrique, et que, pour assurer leur développement économique et social et élever le niveau de vie de leurs populations, l'Asie et l'Afrique ont besoin de l'Europe. Le grand problème est d'établir sur des bases nouvelles et plus satisfaisantes que le lien colonial ces relations intercontinentales.

Comme les Etats-Unis, de même que l'Union soviétique, ont toujours été hostiles au colonialisme, une solution devrait pouvoir être trouvée si la question du régime politique intérieur de ces pays ne se posait pas, et si le nationalisme et le communisme n'étaient pas souvent associés, bien que leurs buts ne soient pas les mêmes. On sait qu'un programme d'assistance technique, auquel la Suisse a adhéré, a été établi par l'Organisation des Nations Unies. Son but est d'assurer peu à peu aux Etats économiquement faibles une aide qui leur permette d'exploiter leurs richesses et d'élever le niveau de vie de leurs populations. Mais on ne peut guère se faire d'illusion. Aussi longtemps que les questions politiques n'auront pas été tranchées, cette aide ne pourra donner que des résultats limités.

En définitive, nous sommes donc en dehors de ces problèmes et de ces conflits qui agitent le monde actuel, et nous ne pouvons malheureusement guère contribuer à leur solution pacifique. Tout au plus pouvons-nous être sollicités d'accomplir des missions spéciales dans des cas déterminés. Nous ne devons pas hésiter à les accepter, si nous pouvons rendre service à la cause de la paix. C'est ainsi que, si l'on nous demande de participer aux travaux de la commission qui serait chargée de contrôler l'observation des conditions d'armistice en Corée, en cas de signature d'un armistice, le Conseil fédéral a décidé de donner une réponse de principe affirmative.

Mais il y a un troisième conflit, plus général, et qui divise le monde actuel. Il est d'ordre idéologique. Sa nature est particulière en ce sens que son objet n'est pas la conquête de territoires, qu'il n'oppose pas seulement des peuples et des pays comme tels, mais qu'il se rapporte à l'idée qu'on se fait de la forme de la société humaine et de l'organisation de la vie économique et sociale. Ce conflit se présente sous des aspects multiples: à l'intérieur des pays démocratiques, sous la forme de la lutte des partis; sur le plan international, il s'ajoute aux autres conflits, fait en quelque sorte corps avec eux, les aggrave et tend à les rendre insolubles. Ce conflit idéologique, qui n'oppose pas des nations, mais, indépendamment des frontières, les partisans et les adversaires d'une doctrine politique, le communisme, qui prétend à l'universalité et dont le but mainte fois proclamé n'est pas une réforme des institutions existantes, mais la révolution, ce conflit idéo-

logique est grave, non parce qu'il devrait inévitablement aboutir à une nouvelle guerre mondiale, mais parce qu'il est un obstacle à la paix.

Que la grande majorité des hommes, communistes ou non-communistes, dans tous les pays, aspirent à la paix ne me paraît faire aucun doute. Mais il faut s'entendre sur le sens qu'on donne au mot «paix». Est-ce simplement l'absence de guerre militaire, mais la poursuite de la guerre politique et diplomatique? Ou, au contraire, la paix signifie-t-elle la recherche en commun et par des négociations honnêtes d'une organisation politique du monde qui admette la coexistence de régimes différents, mais non hostiles les uns aux autres et sans que les uns veuillent éliminer les autres? Une paix qui devrait être précédée de la révolution mondiale et de la soumission de tous les peuples au communisme ne serait pas la paix réelle, pas plus d'ailleurs qu'une paix qui s'établirait sur la destruction des régimes communistes dans les pays où le consentement populaire a pu les créer.

Ce conflit idéologique ne peut nous laisser indifférents, dans la mesure où il met en jeu les principes mêmes sur lesquels est fondée notre vie politique, économique et sociale.

Nos conceptions suisses sont en contradiction avec les vues communistes. Nous ne pensons pas qu'il n'y ait, pour régir tous les peuples, qu'un seul système politique et économique. Nous sommes convaincus qu'une organisation du monde respectant la diversité des régimes politiques et économiques est non seulement désirable, mais possible, et que seule elle peut en définitive assurer une paix réelle. De tout temps il a existé des régimes autoritaires et des régimes démocratiques. La monarchie et la république ont pu faire bon ménage pendant des siècles. La diversité est dans la vie, dans les institutions humaines comme dans la nature. Les peuples ont subi des évolutions différentes, influencées, comme Montesquieu l'a déjà exposé dans «L'Esprit des lois», par toute sorte d'éléments indépendants d'eux-mêmes, extérieurs à eux-mêmes, comme la géographie, le climat, la nature du sol sur lequel ils vivent. Leurs besoins et leurs aspirations ne sont pas toujours et partout les mêmes. Sur le plan humain, il n'y a pas de vérité unique, et toute l'humanité ne saurait être soumise à un seul régime politique et social. Comme il y a place sur la terre pour plusieurs

religions et pour plusieurs formes de civilisation, chaque peuple et chaque nation doivent pouvoir se gouverner comme ils l'entendent et choisir librement leurs institutions. Il n'y a aucune raison pour que des systèmes de gouvernement très différents ne puissent pas coexister non seulement pour un temps limité, mais durablement. Nous ne prétendons pas que la forme de notre démocratie soit la meilleure pour tous les pays. Mais nous la considérons comme la meilleure à notre usage. Nous admettons sans difficulté que le système communiste puisse répondre à l'évolution historique, politique ou sociale de certains pays et aux aspirations de certains peuples. Mais nous lui déniions toute valeur universelle, et nous sommes convaincus que son application chez nous représenterait un recul sur notre régime actuel et nous priverait de quelques-uns des biens les plus précieux que nous ayons. Dans notre pays même, le communisme est considéré comme une doctrine politique qui peut être professée comme une autre, dans les limites fixées par la Constitution et par les lois. Le parti qui le défend a les mêmes droits que les autres partis. Il se distingue cependant d'eux en ce que ses chefs ne se contentent pas de défendre une doctrine, mais se sont placés sous la dépendance d'une organisation étrangère, dont ils suivent aveuglément les instructions et la ligne politique.

Cela dit, je ne crois pas que ce conflit idéologique doive être la cause d'une nouvelle guerre mondiale. En revanche, il maintiendra pour un temps indéterminé le monde dans un état de trouble et d'insécurité, s'opposant au règlement pacifique des problèmes en suspens, suscitant de nouveaux conflits dans telle ou telle région. Il est clair que cette situation est dangereuse et que la guerre politique et diplomatique, en s'intensifiant, peut, par le déchainement d'événements imprévisibles, se transformer en une guerre militaire. Les pourparlers d'armistice en Corée démontrent que, s'il est facile de commencer les hostilités, il est plus malaisé d'y mettre fin, même quand on a le désir commun de les terminer autrement que par une victoire et une défaite.

Tous ces conflits intéressent aussi – et peut-être plus particulièrement – l'Europe. La division du monde, on la retrouve à son échelle, puisqu'il y a désormais, séparées par des frontières plus idéologiques

que géographiques, une Europe orientale et une Europe occidentale. Les peuples de l'Europe ayant subi la guerre, qui s'est déroulée surtout sur le continent, ont souffert davantage de ses ravages et de ses destructions, ou tout au moins ont été plus sensibles à ses conséquences et à celles de l'occupation: leurs réserves, de toute nature, étaient moins importantes que celles de grandes puissances comme l'Union soviétique ou les Etats-Unis, et ils les ont totalement engagées et épuisées dans les hostilités. Enfin, sinon l'Europe comme telle, tout au moins des pays européens, et les plus importants d'entre eux, sont intéressés le plus directement dans les conflits actuels, soit qu'il s'agisse d'un problème européen comme celui de l'Allemagne, soit qu'ils aient eux-mêmes des difficultés, comme la Grande-Bretagne et la France, en Asie ou en Afrique du Nord.

L'Europe souffre aujourd'hui d'un certain complexe d'infériorité. Sa faiblesse, due aux pertes en vies humaines et aux destructions matérielles qu'elle a subies, lui est d'autant plus sensible qu'elle a en face d'elle les deux puissances mondiales qui se sont plus ou moins substituées à elle, sur le plan politique, dans la direction des affaires humaines. Elle reste divisée – on n'abolit pas en quelques années des siècles d'histoire – en ayant la conscience très nette que ses peuples ont des intérêts communs à défendre et que, pour cela, leur union est une nécessité. Elle a sans doute enfin tendance à sous-estimer les possibilités et les richesses accumulées par des siècles de civilisation dont elle dispose encore et qui lui permettraient, si la paix était assurée, de se relever rapidement et complètement.

Au cours de ces dernières années, on a assisté à une évolution tendant à une organisation et à une unification, non pas de l'Europe, mais séparément de chacune des deux Europes, celle de l'est et celle de l'ouest. Cette évolution peut être considérée comme à peu près terminée, au moins apparemment, pour l'Europe orientale; elle est loin de l'être pour l'Europe occidentale. Les méthodes appliquées et la procédure suivie n'ont d'ailleurs pas été et ne pouvaient pas être les mêmes. A l'est, la première opération tendant à la formation d'un bloc oriental a été l'unification des systèmes de gouvernement. Celle-ci a été accompagnée de la conclusion de traités bilatéraux d'assistance mutuelle. Ces traités, au nombre de vingt-et-un (en faisant

abstraction de ceux conclus par l'Albanie) s'échelonnent de décembre 1943 à avril 1949. On peut admettre aujourd'hui que les cinq traités auxquels la Yougoslavie est partie sont devenus caducs. Enfin, la création du Kominform, en 1947, peu après le refus de l'Union soviétique et de ses alliés de participer au plan américain d'aide à l'Europe, a donné au bloc oriental une organisation politique dont l'activité devait d'ailleurs s'étendre à l'extérieur du bloc. La structure du Kominform a, en effet, ceci de particulier que ce ne sont pas les pays comme tels qui en sont membres, mais les partis communistes de ces pays. Pour les pays à régime communiste, cela revient au même, mais non pour des pays comme la France et l'Italie, dans lesquels les communistes constituent un parti parmi d'autres.

Il y a lieu de relever que les traités d'assistance mutuelle conclus entre les nations communistes de l'Europe orientale n'ont pas un caractère agressif. L'objectif qui leur est assigné est de prévenir une nouvelle agression de la part de l'Allemagne ou d'un autre Etat quelconque qui s'allierait à elle directement ou indirectement. Ces traités prévoient l'assistance automatique en cas d'agression.

La mission et les buts du Kominform ont été exposés à Varsovie en septembre 1947 à la conférence d'information des représentants d'un certain nombre des partis communistes. Les déclarations les plus intéressantes reproduites dans la presse sont celles qui soulignent que la lutte doit être engagée dans les autres pays d'Europe en vue d'empêcher la pénétration ou le renforcement de l'influence américaine et de coordonner, en outre, l'activité des partis communistes en Europe, de resserrer les contacts entre eux, ainsi qu'entre les partis communistes nationaux et les masses populaires. La plus grande discrétion est observée sur l'activité du Kominform. On ne dispose d'aucun renseignement de source officielle sur son organisation. On sait tout au plus qu'il se compose d'un conseil suprême et d'un bureau dont le siège a été transféré de Belgrade à Bucarest après l'exclusion de la Yougoslavie.

Sur le plan économique, les pays de l'Est européen ont également resserré leur collaboration par la création d'un Conseil d'assistance économique. Cet organisme est gouvernemental. Sa création date de janvier 1949. Son but est de réaliser une collaboration économique

plus étroite entre les pays à régime démocratique populaire et de remédier au boycottage auquel les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et certains autres pays de l'Europe occidentale ont soumis les relations économiques avec l'Est. Depuis la date de sa création, on a peu entendu parler du Conseil d'assistance économique.

En dehors de toute organisation, l'Europe communiste forme une unité, les relations entre les pays qui en font partie étant assurées par les gouvernements et par le parti, qui s'identifie à l'Etat, et sans que des parlements soient consultés ou qu'il y ait un contrôle de l'opinion publique.

En Europe occidentale, il en est allé tout autrement. Dès après la fin de la guerre, des mouvements de caractère privé ont repris une idée ancienne en vue de mettre définitivement fin aux divisions qui avaient entraîné l'Europe dans les deux grandes guerres de ce siècle et de substituer à la notion de l'équilibre européen et au système des alliances, qui avaient assuré au continent une paix relative pendant un siècle, celle d'une fédération européenne.

Jean-Jacques Rousseau déjà, procédant à la fois de Montesquieu et de l'Abbé de St-Pierre, avait eu l'idée d'une fédération tellement générale que nulle puissance considérable ne s'y serait refusée, avec un tribunal judiciaire pouvant établir les lois et les règlements qui doivent obliger les membres, avec une force coactive et coercitive ferme et durable pour empêcher que les membres ne s'en détachent à leur volonté.

En 1789, le philosophe anglais Jérémie Bentham publiait un plan pour une paix perpétuelle, prévoyant une Diète générale qui devait réunir les représentants des Etats européens et disposer d'une armée fédérale.

En 1795, Kant indiquait comme seul remède à l'anarchie européenne «l'établissement d'un Etat collectif cosmopolite, sorte de fédération d'Etats reposant sur le principe du consentement volontaire».

En 1869, Victor Hugo adressait aux congressistes de la paix réunis à Lausanne une lettre où il déclarait «la République européenne fédérale fondée en droit». Puis à la séance d'ouverture du Congrès, il défendit la formule des Etats-Unis d'Europe pour faire, le jour de la

clôture, une profession de foi révolutionnaire, au cours de laquelle il donnait comme modèle à l'Europe future la République suisse, dont il était l'hôte. En 1872, il précisait sa pensée en ces termes: «Nous aurons les Etats-Unis d'Europe qui couronneront le vieux monde comme les Etats-Unis d'Amérique couronnent le nouveau, l'esprit de conquête transformé en esprit de découverte, la patrie sans la frontière, le commerce sans la douane, la jeunesse sans la caserne.»

Entre les deux guerres, des hommes politiques comme Briand ou des mouvements comme celui de Pan Europa avaient repris l'idée des Etats-Unis d'Europe.

Dès 1946, des hommes d'Etat anglais, français, italiens et belges proclamaient la nécessité d'un rapprochement et de l'unification des pays européens. Déjà antérieurement, plusieurs organisations s'étaient créées qui voyaient le salut de l'Europe dans une unification et qui se groupèrent en automne 1947 dans un comité de coordination qui prit le nom de Mouvement européen.

C'est sous la pression de ces mouvements que, dès 1948, les gouvernements européens liés par le pacte de Bruxelles commencèrent à s'intéresser au problème de l'unification de l'Europe. Des négociations s'engagèrent et aboutirent à la constitution du Conseil de l'Europe, dont le statut fut signé le 5 mai 1949 et dont le siège est à Strasbourg.

Jusqu'à présent, le Conseil de l'Europe n'a pas atteint des résultats positifs très marqués. Il ne le pouvait d'ailleurs guère, sa constitution étant récente. L'entente n'a au surplus pas pu se faire sur les méthodes à suivre pour réaliser l'union de l'Europe. Deux thèses s'opposent: celle du fédéralisme ou de l'intégration de l'Europe, qui tend à confier à une autorité supranationale le soin de présider aux rapports entre Etats, et celle du fonctionnalisme, qui consiste à réaliser pour commencer un certain nombre de communautés économiques, comme la communauté du charbon et de l'acier dite plan Schuman, ou la communauté agricole ou «pool vert», appelée aussi plan Pflimlin. Pour le moment, et jusqu'à ce qu'il ait arrêté son orientation définitive, le Conseil de l'Europe apparaît surtout comme une tribune propice à mettre en relief certaines initiatives dans des domaines essentiellement techniques.

En 1947, sur un plan différent, une tentative d'une autre nature avait été faite sous l'inspiration des Etats-Unis, lorsque M. Marshall, alors secrétaire au Département d'Etat, lança l'idée d'un plan qui tendait à la reconstruction économique de l'Europe. A ce moment-là, la division de l'Europe en deux n'était pas entièrement consommée, et la proposition de M. Marshall fut adressée à tous les pays européens, ceux de l'est comme ceux de l'ouest. Ce fut peut-être la dernière chance d'éviter cette division, qui n'est en définitive profitable à aucun pays européen, qu'il soit de l'est ou de l'ouest. L'Organisation européenne de coopération économique, dont la création fut une conséquence du plan Marshall, devint une entreprise limitée à l'Europe occidentale.

Enfin, en 1948, quelques mois après le changement de régime en Tchécoslovaquie, des négociations s'engagèrent dès le mois de juin à Washington entre les Etats-Unis, le Canada, et les signataires du pacte de Bruxelles, c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, et aboutirent, le 4 avril 1949, à la signature du pacte de l'Atlantique-Nord. Mais les cinq puissances du pacte de Bruxelles étaient loin de représenter toute l'Europe occidentale. Aussi les négociateurs du pacte de l'Atlantique décidèrent-ils d'intéresser à leurs travaux la Norvège, le Danemark, l'Islande, l'Italie et le Portugal. L'Espagne était exclue à cause de la forme de son gouvernement. L'Irlande refusait de se lier et la Suède affirmait une fois de plus sa neutralité.

Le pacte d'avril 1949 se présente comme une tentative de collaboration sur tous les plans entre les pays membres. Il prévoit, en effet, entre eux une collaboration politique, économique et militaire. Mais c'est son aspect militaire qui prédomine. Il a un caractère défensif. En effet, il dispose qu'une attaque contre l'une des parties sera considérée comme une attaque contre toutes. Mais il ne va pas jusqu'à garantir que chacune d'elles entrera automatiquement en guerre aux côtés de la victime d'une agression éventuelle.

Les quatorze articles du pacte contiennent des principes. Mais ils ne suffisent pas à donner à l'Europe occidentale les moyens matériels de participer à sa propre défense. Le réarmement européen supposait donc une aide financière des Etats-Unis. C'est cette nécessité qui a

donné naissance au programme américain dit de sécurité mutuelle. Ce programme comprend l'ensemble des mesures militaires et économiques que les Etats-Unis entendent prendre en faveur de leurs alliés et, le cas échéant, d'autres nations.

L'adhésion des Etats-Unis marque un tournant de la politique extérieure américaine. Pour la première fois, la grande république souscrit à des obligations internationales hors du continent américain et s'étendant pratiquement jusqu'à l'est du Rhin, si l'on tient compte des charges que lui impose l'occupation de l'Allemagne. Mais, comme par le passé, le Congrès seul est habilité à déclarer la guerre. Ce fait, comme l'absence de toute clause prévoyant une assistance automatique en cas de conflit, donne au pacte de l'Atlantique un caractère purement défensif.

Ces trois organisations: Conseil de l'Europe, Organisation européenne de coopération économique et pacte de l'Atlantique-Nord, sont indépendantes les unes des autres. Chacune poursuit ses propres buts. Les pays qui y ont adhéré ne sont pas les mêmes. Si la majorité d'entre eux font partie des trois organisations, l'Espagne a été laissée à l'écart des trois, en raison de son régime politique. Les Etats-Unis et le Canada, puissances extra-européennes, sont parties au pacte de l'Atlantique, mais non aux deux autres organisations. L'Irlande, membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation européenne de coopération économique, a refusé de signer le pacte de l'Atlantique-Nord aussi longtemps que le problème de l'Irlande du Nord n'aura pas été réglé avec la Grande-Bretagne. La Suède également, à cause de sa neutralité; mais elle a adhéré au Conseil de l'Europe. En revanche, le Portugal ne fait pas partie du Conseil de l'Europe, alors qu'il est membre de l'Organisation européenne de coopération économique et a signé le pacte de l'Atlantique-Nord. La Suisse, sans avoir bénéficié du plan Marshall et de l'aide américaine, est devenue membre de l'Organisation européenne de coopération économique. Elle s'est tenue à l'écart du Conseil de l'Europe et de tout système d'alliances.

L'état politique actuel de l'Europe est ainsi quelque chose de nouveau. D'un côté, un bloc compact d'Etats fortement organisés entre eux et dont les gouvernements poursuivent une politique commune à

l'égard de l'extérieur et aussi, dans une large mesure, sur le plan interne. De l'autre, une alliance militaire groupant des Etats dont chacun a gardé ses institutions traditionnelles et poursuit sa propre politique nationale. On ne peut, pour le moment, admettre que le Conseil de l'Europe ait une influence politique et exerce une action sur l'évolution des événements. De même l'Organisation européenne de coopération économique, dont les buts sont purement économiques et techniques, ne joue aucun rôle politique.

Il faut relever toutefois qu'il y a une organisation européenne dans laquelle sont représentés les Etats de l'Est comme ceux de l'Ouest. C'est la Commission économique pour l'Europe, qui est née d'une résolution du Conseil économique et social des Nations Unies et dont le siège est à Genève. Les pays européens non membres des Nations Unies, comme la Suisse, sont admis à participer à ses travaux à titre consultatif. Les résultats obtenus jusqu'à présent par la Commission économique pour l'Europe ne sont pas très substantiels. Cette Commission a cependant son utilité. Son but est l'étude de toutes les questions économiques européennes et l'établissement de conventions destinées à faciliter la coopération. Elle donne l'occasion de discuter de problèmes précis intéressant l'ensemble des pays européens.

C'est dans ce monde en état de crise, dans une Europe qui cherche sa voie, que la Suisse doit vivre et agir, assurer son présent et préparer son avenir. Ce sont les problèmes européens qui l'intéressent d'abord, en particulier celui de l'avenir et de l'indépendance de l'Europe, qui se confond dans une large mesure avec son avenir et sa propre indépendance.

Au 19^e et au début du 20^e siècle, les relations de la Suisse avec l'étranger – si l'on excepte quelques incidents dont certains furent d'ailleurs graves – se développèrent paisiblement, sous le signe et à l'abri de la neutralité. Celle-ci n'était ni discutée ni mise en cause. Elle était reconnue, comprise et, en général approuvée.

Les tentatives d'organiser le monde et de créer, par la sécurité collective, un régime de paix internationale durable posèrent pour la Suisse des problèmes: d'abord après la première guerre mondiale, en 1919 et 1920. On se souvient dans quelles conditions notre pays put devenir membre de la Société des Nations en sauvegardant sa posi-

tion d'Etat neutre, mais en admettant une neutralité différentielle, qui redevint intégrale en 1938. Après la fin des hostilités en 1945, le problème de la neutralité se posa de nouveau pour notre pays, dans des conditions beaucoup moins favorables, à l'occasion de la création de l'Organisation des Nations Unies. Alors que la Société des Nations était d'inspiration européenne, l'Organisation des Nations Unies groupait la grande majorité des Etats du monde, y compris les Etats-Unis et l'Union soviétique. On ne pouvait attendre de ces puissances mondiales la même compréhension pour la neutralité que d'Etats européens. Une confirmation de la reconnaissance de la neutralité suisse par les Nations Unies était exclue. Placés devant ce dilemme : adhérer aux Nations Unies en renonçant à la neutralité ou rester fidèles à la neutralité en ne sollicitant pas notre admission dans l'Organisation des Nations Unies, nous avons choisi le second terme de l'alternative, au risque d'un certain isolement.

Mais la neutralité et la politique de neutralité qui en découle ne se justifient qu'en fonction et en prévision de la guerre.

Et nous étions conscients – nous le sommes encore aujourd'hui – de ce que, si un pays peut espérer rester en dehors de la guerre, – et la neutralité armée fournit à cet égard une garantie, même si elle n'est pas absolue, – il a un intérêt encore plus grand à ce qu'il n'y ait plus de guerre. C'est pourquoi un pays neutre ne peut se mettre à l'abri de sa neutralité et se désintéresser des efforts qui s'accomplissent pour créer un régime de paix durable. Aussi n'avons-nous pas hésité à nous associer activement à toutes les organisations qui cherchaient dans les domaines les plus divers à développer, en dehors de la politique au sens strict, une vie internationale pacifique.

Le même problème s'est posé, dans des conditions plus difficiles encore, sur le plan de l'Europe au cours de ces dernières années, à propos de toutes les tentatives faites et partiellement réalisées pour créer un ordre européen. Et chaque fois que nous avons eu à le résoudre, nous l'avons fait dans le sens de la fidélité à notre statut d'Etat neutre.

A l'étranger, il arrive fréquemment qu'on juge mal notre politique de neutralité, soit qu'on la critique comme égoïste, soit qu'on ne la comprenne pas. Souvent on fait valoir contre elle qu'elle n'a plus sa

place dans le monde actuel, qu'elle avait sa raison d'être quand il y avait un équilibre européen, mais que, la structure de l'Europe actuelle ne reposant plus sur un équilibre mais sur une division idéologique, nous ne pouvons pas rester à l'écart des efforts qu'accomplit pour se défendre contre la menace qui pèse sur elle cette Europe à laquelle nous appartenons.

Inversement, on nous reproche de ne pas être réellement neutres, mais de favoriser les préparatifs d'agression que feraient les Etats-Unis et leurs alliés en participant à des organisations comme l'Organisation européenne de coopération économique avec des Etats qui sont aidés financièrement par les Etats-Unis et liés à eux dans le pacte de l'Atlantique-Nord.

Raisonnement ainsi, c'est méconnaître notre histoire, l'évolution de la neutralité suisse, et aussi le contenu et la portée de la neutralité.

S'il est exact que la neutralité de la Suisse a été pendant le 19^e et le début du 20^e siècle un élément de l'équilibre européen, il faut rappeler et souligner qu'elle fut, avant d'être reconnue et garantie par le traité de Vienne, le fondement que les Suisses eux-mêmes, unilatéralement, ont donné à leur politique étrangère. L'idée de la neutralité, on le sait, a pris naissance dans la première moitié du 16^e siècle déjà, sans avoir été nettement formulée au début. Elle s'est peu à peu précisée jusqu'au traité de Westphalie en 1648. L'histoire de la neutralité suisse est l'histoire même de la Suisse, qui s'est développée en quelque sorte autour de la neutralité. On peut même affirmer que, sans sa politique séculaire de neutralité, la Suisse aujourd'hui n'existerait peut-être pas, ou en tout cas ne serait pas ce qu'elle est.

La neutralité, nous le savons, n'est pas un but en soi; elle est le moyen par lequel nous avons réussi – avec succès jusqu'à présent – à sauvegarder notre indépendance. Elle doit encore aujourd'hui rester l'expression de notre volonté de renoncer, non seulement à toute politique d'expansion, mais encore à la guerre comme moyen de régler les différends internationaux, l'expression aussi de notre désir de vivre en paix avec tous les autres pays, mais sans nous lier à aucun d'eux par des engagements qui restreindraient notre liberté d'action dans le domaine militaire et politique.

La neutralité ne déploie ses effets que pendant une guerre: elle

commence au début des hostilités et prend fin au moment où celles-ci cessent. Mais un pays perpétuellement neutre – c'est-à-dire qui a renoncé à se réserver le choix, au moment où une guerre éclate, entre la participation aux hostilités et l'abstention – a des devoirs aussi dans les temps de paix. Si ces devoirs sont légers et presque inapparents dans une période de paix réelle, la pratique de la politique de neutralité exige une vigilance constante dans une période de guerre politique et diplomatique comme le temps actuel. Il ne s'agit, en effet, pas de l'application rigoureuse de normes juridiques précises, – ce qui serait relativement aisé, – mais d'un comportement pour l'appréciation duquel on dispose d'une assez large liberté. La politique d'un Etat neutre doit inspirer confiance: elle doit se pratiquer en dehors et au-dessus de toute équivoque. Sa suprême habileté sera d'être simplement honnête, claire et loyale à l'égard de tous les pays. Si elle ne porte pas atteinte à la liberté de jugement sur les événements extérieurs des autorités qui en ont la responsabilité, elle exclut toute espèce de préférence sentimentale, passionnelle ou idéologique comme motif d'action. Elle doit être objective et impartiale, et ne peut se laisser inspirer ou guider par les réactions qu'elle provoque ou risque de provoquer à l'étranger. A cet égard, c'est une politique indépendante et souveraine.

La pratique de la neutralité présente aujourd'hui plus de difficultés qu'autrefois, aussi pour une autre raison. Jusqu'à la dernière guerre, la neutralité comme ligne politique n'avait pas le même caractère d'exception qu'aujourd'hui. La majorité des pays étaient attachés à la neutralité, non seulement en Europe de petits pays, mais aussi de grandes puissances, ainsi les Etats-Unis, dont la neutralité était d'ailleurs très différente de la nôtre et qui ne sont entrées dans la dernière guerre qu'après avoir été attaquées. De ce que de grandes puissances s'en soient détournées est résulté, si je peux m'exprimer ainsi, une dévaluation de la neutralité.

Bref, tous les problèmes que nous avons eu à résoudre depuis la fin de la guerre, nous avons dû les examiner et leur trouver une solution à la lumière de la politique de neutralité, ce qui ne fut pas toujours aisé.

Dans le domaine de la collaboration internationale, c'est aussi la politique de neutralité qui fixe les limites au delà desquelles nous ne

pouvons aller. Sur le plan politique et militaire, les décisions sont faciles à prendre. Elles le sont moins sur le plan économique. En principe, il n'y a pas de neutralité économique, surtout dans une période qui n'est pas une période de guerre. Un pays neutre a le droit d'entretenir des relations économiques et de faire du commerce avec d'autres pays de son choix, en tenant compte exclusivement de ses intérêts matériels. Dans les périodes d'abondance et de liberté des échanges, quand il suffit de désirer un produit pour pouvoir se le procurer à condition d'en payer le prix, il n'y a pas de problèmes. Mais quand les produits les plus nécessaires sont rares, qu'ils sont contingentés, quand au surplus ils ont une « valeur stratégique » et quand leur exportation par les pays qui les produisent est soumise à des restrictions, parfois pour des motifs politiques, le pays neutre peut être placé devant des problèmes difficiles à résoudre.

Une question qui préoccupe certains esprits est celle de la garantie que constituerait la neutralité dans le cas d'une nouvelle guerre. En d'autres termes, la neutralité nous permettrait-elle de rester à l'écart des hostilités ? C'est là une question à laquelle on ne peut donner qu'une réponse : Nous ne sommes engagés ni directement ni indirectement dans aucune alliance. Sera notre ennemi celui qui tenterait de pénétrer sur notre territoire, quels que puissent être la raison ou le prétexte de son attaque. La meilleure garantie que nous puissions avoir contre ce risque, c'est une armée aussi forte que possible, animée de la volonté inébranlable de défendre le pays.

En somme, dans nos relations avec les pays étrangers, et en particulier dans les décisions que nous avons à prendre sur notre participation à des organisations internationales, nous devons tenir compte de trois éléments : notre statut de neutralité, le sens de la solidarité qui unit aujourd'hui plus que jamais tous les peuples qui ont – ou qui devraient avoir – un intérêt égal à la création d'un ordre universel pacifique, enfin le devoir de défendre nos intérêts nationaux, ou, si l'on veut, notre instinct de conservation.

Mais ce n'est pas tout. Le danger qui menace aujourd'hui le monde et l'Europe en particulier, n'est pas seulement d'ordre militaire. Si la paix apparaît encore comme une chose lointaine, rien ne permet de penser que l'une quelconque des puissances dont elle dépend veuille

prendre l'initiative d'opérations militaires, qui conduiraient à une nouvelle grande guerre; il semble plutôt qu'elles cherchent à l'éviter, malgré la violence de leurs oppositions. En revanche, c'est le poids des difficultés matérielles – économiques et financières – avec leurs répercussions sociales, qui risque de devenir de plus en plus lourd pour les nombreux pays entraînés dans la course aux armements. La force d'un pays, sa capacité de résistance aux difficultés extérieures, ne dépendent pas seulement de l'habileté de sa politique étrangère ou de la puissance de son armée, mais aussi, et dans une large mesure, de sa politique intérieure, de la solidité et de l'efficacité de ses institutions. C'est dans ses institutions qu'un petit pays, qui ne peut s'imposer par sa puissance matérielle, met le meilleur de lui-même. C'est par elles qu'il peut rayonner. C'est grâce à elles aussi que peut être maintenue et renforcée la paix intérieure, qui est un bien plus précieux que la prospérité matérielle.

On peut, je crois, résumer ainsi la politique que la Suisse doit suivre dans le monde actuel et en face d'un avenir dont nous ne savons pas ce qu'il nous réserve, mais dont nous pouvons imaginer qu'il nous apportera des difficultés nouvelles :

Vis-à-vis de l'extérieur, observer une attitude de stricte neutralité dans les domaines militaire et politique, mais collaborer sur tous les autres plans en vue du maintien de la paix et du développement de toutes les institutions dont le but est de chercher à améliorer la condition humaine; à l'intérieur, nous efforcer de rendre toujours plus parfaites nos institutions démocratiques, avec la volonté de faire, toujours davantage et plus réellement, de la paix sociale et de la justice, du respect du droit et des libertés, d'un ordre fondé moins sur la contrainte de l'Etat que sur le sens de la responsabilité personnelle, les éléments fondamentaux de notre vie nationale.

C'est en suivant cette ligne que nous serons le mieux armés pour nous engager dans les incertitudes de l'avenir.

Die historischen Kräfte der Schweiz

Vortrag von

Dr. Werner Näf

Professor an der Universität Bern

Die drei Vorträge, zu denen die Eidgenössische Technische Hochschule einlädt, werden durch einen gemeinsamen Titel zusammengefaßt: «Die Schweiz im Notstand der Gegenwart». Ein fast alarmierender Titel, – eine Aufforderung jedenfalls, die Lage unseres Landes zu überdenken, auf daß wir innwerden, wie wir gestellt sind, und erkennen, wie wir uns zu halten haben. Dies aber heißt, daß es nötig sei, in der Gegenwart klar zu sehen, damit wir die Zukunft ins Auge fassen können. In diesem aktuellen Sinn einer Umschau und einer Vorschau sind denn auch ohne weiteres der erste und der dritte Vortrag zu verstehen: über den Standort der Schweiz in der heutigen weltpolitischen Spannung und über die Stellung der Schweiz im strategischen, das heißt im großen, umfassenden militärischen Zusammenhang. Sie können des unmittelbaren Interesses sicher sein. Aber steht zwischen dem Außenminister der Eidgenossenschaft und dem Ausbildungschef ihrer Armee der Historiker nicht etwas blaß und verlegen? Er soll über «Die historischen Kräfte der Schweiz» sprechen; stellt dies nicht eine wenig verheißungsvolle retrospektive Betrachtung in Aussicht? Das Thema ist mir *aufgetragen* worden, offensichtlich aus der Überzeugung, daß die Kräfte der Vergangenheit auch heute lebendig seien und im Notstand der Gegenwart etwas zu bedeuten haben. Dieser Auffassung werde ich gewiß nicht widersprechen. Aber ist dieses historische Vermächtnis nicht ein für allemal gegeben, wurde es nicht so oft schon angerufen und ausgelegt, daß kaum mehr etwas Neues zu sagen sein wird? Geschichtliche Tatsachen haben ihre objektive Richtigkeit, unabhängig davon, ob sie zeitgemäß oder unzeitgemäß sind. Aber geschichtlich Durchlebtes und Tradiertes bildet auch einen Bewußtseinsinhalt, der sich in verschiedenen Zeiten und unter verschiedenen Umständen verschieden darstellt und ausspricht. Das Verhältnis zwischen unserem geschichtlichen Erbe und

unserem gegenwärtigen Vermögen, das Wechselverhältnis, in dem Schweizerisches zur Umwelt Europas und des Orbis terrarum steht, muß daher immer neu bestimmt werden.

Es ist für den Staat und seine Politik von größter Bedeutung, wie er zu seiner Geschichte steht, wie das geschichtliche Erlebnis seit Jahrhunderten auf die jeweiligen lebende und handelnde Generation seines Volkes einwirkt. Wo der Zusammenhang von Gegenwart und Vergangenheit gestört ist, wo ein Volk dazugelangt oder dazu gedrängt wird, seine eigene Geschichte zu verwerfen, da erleidet es innerlich einen Bruch; es sieht sich einer mächtigen Stütze beraubt und entgeht doch der Belastung durch seine Erbschaft nicht. Was einmal gewesen ist, wird nicht gelöscht; es liegt der Gegenwart über Jahrhunderte hinweg zugrunde, in unserm abendländischen Geschichtskreis bis zurück zum römischen Reich und zur Schlacht im Teutoburger Wald. Aber die historischen Ereignisse gehen selten in reiner wissenschaftlicher Wahrheit in das Bewußtsein nachgeborener Geschlechter ein; sie werden vielmehr alsbald politisch interpretiert und schließlich symbolisiert. Was ein Volk als teure Erinnerung seiner Geschichte bewahrt, wie es die Bilder seiner Vergangenheit formt und färbt, ist nicht nur für seines Wesens Neigung charakteristisch, sondern auch für sein Handeln richtungweisend, und höchst bezeichnend ist, was es vergißt oder verdrängt. Fürstliche Staatslenker aller Zeiten versprachen sich politischen Nutzen aus historischer Argumentation: Als die deutschen Kurfürsten im Jahre 1400 König Wenzel absetzten, erinnerten sie, in der Präambel ihrer Erklärung, an die traditionellen Pflichten des königlichen Amtes; als Karl V. 1521 das Wormser Edikt erließ, gab er zur Begründung eine tendenziöse Darstellung der reformatorischen Bewegung; als Ludwig XVIII. 1814 die Charte constitutionnelle oktroyierte, berief er sich auf Königstradition und überging Revolution und napoleonisches Kaisertum mit Schweigen. Noch nachhaltiger sprach das Geschichtsbewußtsein dort, wo die öffentliche Meinung eine Stimme besaß, und nie ist es in Wahrheit und Fälschung so rege wie in der Willensbildung des demokratischen Staates und in der Propaganda der antidemokratischen Diktatur. Die Erscheinung ist psychologisch hochinteressant. Die englische Magna Carta libertatum von 1215 ist in der englischen Revolution des

17. Jahrhunderts zu neuer Aktualität erwacht und seither Besitz der Nation geblieben, – nicht weil ihr lateinischer Text allbekannt, ihre ursprüngliche Bedeutung im Konflikt König Johanns mit den Baronen richtig erkannt worden wäre, sondern weil die Erinnerung allgemein vorhanden war, daß der englischen Staatsordnung eine uralte Freiheitsurkunde zugrundeliege. Die Joyeuse Entrée von Brabant dagegen, die im Jahre 1356 dem Landesherrn Bedingungen und Beschränkungen seiner Herrschaft auferlegte, eine Freiheitsurkunde auch sie, wurde zwar bis ins 18. Jahrhundert bei jedem Regierungsantritt eines Herzogs erneuert, ist aber allmählich ganz verblaßt und schließlich fast vergessen worden; vor wenigen Monaten ist nicht in Brüssel, sondern in Bern die erste einwandfreie Textedition erschienen, und schwerlich wird 1956 in Belgien eine Sechshundertjahrfeier zur Erinnerung an die Unterzeichnung dieses Freiheitsbriefes stattfinden; Geschichtsgang und Bewußtseinsbildung sind hier andere Wege gegangen.

Uns Schweizern wird man nicht den Vorwurf machen, daß wir unsern patriotischen Festkalender vernachlässigten. Wir feiern die Gedenktage, wie sie fallen und helfen gern ein wenig nach; manche kehren alle Jahre wieder, für andere finden wir in den Annalen leicht mehr oder weniger runde Zahlen, 100, 450, 600 Jahre zurück in der Vergangenheit. Und sie sind volkstümlich. Ziehen wir ab, was äußerlich ist, auch was einfach Lust am festlichen Getriebe, am Schauen und Teilnehmen, an Tracht und Kostüm sein mag, – es sind doch nicht diese Anlässe, die eine historische Repräsentation erkünsteln; vielmehr: ein Sinn, der gern auf die Geschichte blickt, mit Stolz und mit Behagen, ruft diesen Festen. Sie haben einen echten Kern. Wir sind ein «historisches» Volk, das aus seiner Geschichte lebt, sich an sie angeschlossen weiß.

Um so wichtiger wird es denn sein, wessen wir uns erinnern, wessen wir uns freuen. Wir feiern zunächst Geburtstage: So viele Jahrhunderte besteht unsere Stadt, so alt ist die Zunft, die Universität, die Verfassung. Und wir feiern sozusagen silberne und goldene Hochzeiten: Vor 450 Jahren schlossen Basel und Schaffhausen, vor 600 Jahren Zürich und Bern den Bund fürs Leben mit eidgenössischen Partnern. Daraus spricht natürliche Freude am Sein und Zusammen-

sein, das – anders als das individuelle Leben – in den hohen Jahren nur Bestätigung seiner Kraft und Verheißung langer Dauer erblickt. Dies unbefangen zu bejahen, ist gut: daß der Staat so wurde, war und ist, daß die Bünde so sicher hielten. Doch wird nicht schon hier die Geschichte vereinfacht, idealisiert, wird nicht bereits aus dem Tatsächlichen gewählt, was wert sein soll, verworfen, was nicht dauernd gültig ist, was gar das harmonische Bild stört? Daß Zürich kräftig und glücklich handelte, als es 1351 schweizerisch wurde, daß Stadt und Kanton nach 600 Jahren blühend stehen und viel bedeuten im gesamtschweizerischen Leben, dies konnten die Feiernden von 1951 mit Stolz empfinden: Ausdruck der Selbständigkeit, Folge einer freien Verbindung, Lohn langbewährter Treue. Der Ritter Rudolf Brun jedoch ist in seiner inneren Parteistellung, mit seinem äußeren Konflikt und seinen politischen Berechnungen wohl eine geschichtlich wirksame Figur; aber er geht kaum in den historischen Bilder- und Vorbilderschatz des Volkes ein. Man wußte ja auch um die große Krise der Bundesgenossenschaft durch Zürichs Politik hundert Jahre später; mit ergreifender Ehrlichkeit des Gewissens, das sich über Jahrhunderte hin mitverantwortlich weiß, hat Professor Max Huber in seiner Ansprache vor Bundesrat und Zürcher Regierung am 2. Juni 1951 bekannt, daß diese Schuld Zürichs «auf unserer Seele brennt», und daß sie ihm erst getilgt erschien, als die Stadt Zürich im Zweiten Weltkrieg innerlich bereit war, der eidgenössischen Verteidigung im Réduit die «Zermalmung ihres geschichtlichen Bildes und vielleicht mehr» zum Opfer zu bringen.¹

Ein Volk sucht in seiner Geschichte sich selbst, die *Idee* seiner selbst. Aus ihr bewahrt es, was ihm gemäß ist, verwirft, was ihm nicht oder nicht mehr entspricht. Es hat ein Bedürfnis, sein eigenes Tun vorbestimmt und gerechtfertigt zu sehen. Der Einweihung des Löwendenkmals in Luzern am 10. August 1821 wichen die patriotisch gestimmten Studenten des Lyceums aus, weil sie im Söldnerdienst eine Verfälschung schweizerischer Tapferkeit erblickten, und gaben sich in der Hohlen Gasse der Erinnerung an eine wahre Freiheitstat

¹ Ansprache von Prof. Dr. Max Huber, gehalten anlässlich des Empfanges des h. Bundesrates und der h. Regierung des Kantons Zürich am 2. Juni 1951 auf dem Schneggen, Zürich 1951, SS. 6 und 10 f.

hin. Zum schweizerischen Jahresrhythmus gehörten von alters her und noch heute die Schlachtenjahrzeiten: Sempacherfeier, Näfeler- und Stoßfahrt, Morgartenschießen und Laupenkommers, St. Jakobs-tag und Murtenlauf. In ihrem Gedächtnis lebt unmittelbares schweizerisches Empfinden; die Laupenfeier im Sommer 1939 war von durchaus aktueller Gewalt, und nichts ergriff in jenen Tagen das Volk auf der Straße so tief wie die Abteilung unserer Armee am Schluß des historischen Umzugs. Uns Schülern vor fünfzig Jahren lebte die Schweizergeschichte in den Schweizerschlachten; die weniger dramatischen Zeiten des 17., 18., 19. Jahrhunderts berührten uns kaum. Das war einseitig. Aber eben deshalb mußten alle Schweizerschlachten Freiheitsschlachten sein. Dies hielt vor der Wissenschaft nicht stand. Aber es triumphierte ein wahres Motiv, ein Hauptmotiv des schöpferischen nationalen Epos. Unbeirrt standen wir st. galler Buben auf der Seite der Appenzeller, die bei Vögelinsegg unsere Vorfahren erschlugen; denn die Sympathie gehörte denjenigen, die an der Landesmark die Invasion im Namen der Freiheit abwehrten.

*

Was bis dahin einleitend und andeutend zu sagen war, soll zu einer einfachen, aber grundlegenden Einsicht hinführen: Es ist nicht das gesamte Erbgut der Vergangenheit, das die «historischen Kräfte» eines Staates, nach unserm Thema die «historischen Kräfte der Schweiz» ausmacht, diejenigen geschichtlich begründeten Kräfte nämlich, durch die sich ein Volk in der Gegenwart behauptet und denen es für seine Zukunft vertraut. Zwar gilt auch in der Geschichte eine Art Gesetz von der Erhaltung der Kraft. Was einmal wirksam war, was einmal erlebt wurde, hinterläßt Spuren, nicht nur in den Institutionen des Staates, sondern in der Mentalität des Volkes. Auch diese aber hat ihre Entwicklung, ihre Wandelbarkeit: Das Volk wählt – wenn man den allzu rationalistischen Ausdruck gestatten will – aus seiner Überlieferung aus, was es festhalten will; es vergißt und verdrängt anderes. Diese Selektion kann bis zu einem gewissen Grade geleitet, bis zu einem gewissen Grade mißleitet werden. Bis zu einem gewissen Grade! denn sie ist ihrerseits ein geschichtlicher Prozeß, also ein Lebensprozeß aus der Tiefe von Anlagen und Erfahrung.

gen. Weder Schule, noch Presse, noch Propaganda können in einem geistig reifen und freien Volke zu Kräften bringen, was nicht in ihm angelegt ist. Aber die Anlage ist vielgestaltig und widerspruchsvoll, birgt Wert und Unwert, Tat und Untat; darum ist der Spielraum der Klärung und der Verfälschung, der Begeisterung und der Suggestion weit. Die geschichtliche Bildung eines Volkes bedarf der Kontrolle durch die Wissenschaft. Geschichtswissenschaft ist der Wahrheit verpflichtet. Aber ihre Aufgabe beschränkt sich nicht auf Analyse und Diagnose des Vergangenen; ihre Mission endet nicht vor der Schwelle des Gegenwärtigen und vor dem nächsten Schritt in das Zukünftige. Denn jedes Factum trägt ein Plus- oder ein Minuszeichen und eine Potenzzahl; es steht in einem Verhältnis zu andern Facta im eigenen Volke und in seiner Umwelt; es hat eine Beziehung zum Faciendum, zu dem, was zu tun ist. Die Geschichtswissenschaft hat die geschichtliche Komponente in allem fortschreitenden Leben eines Volkes zu bestimmen und zu deuten. Sie sucht das dauernd Richtige, das Wesentliche, das Gute; sie bestätigt und warnt, sie macht bewußt, worum es geht.

Wenn wir nach den historischen Kräften der Schweiz fragen, so fragen wir also danach, wie das Schweizervolk seine Geschichte verarbeitet habe, was es als sein geschichtliches Wesen in sich trage und empfinde mit dem Willen, es auch in Zukunft zu behaupten. Wie steht die Schweiz damit im «Notstand der Gegenwart»?

Diese Frage, die der Gesamttitel der Vortragstrilogie aufwirft, legen wir indessen nicht dahin aus, daß uns zu wissen nötig sei, wie sich die Schweiz im Notstand der Gegenwart zu verteidigen und zu erhalten vermöge; wir fassen sie positiver: wie sich unser Land in ihm bewähre und zu seiner Überwindung etwas beitrage. Deshalb genügt es uns nicht zu antworten, indem wir auf den elementaren Willen zur Unabhängigkeit hinweisen. In der «Freiheit» erkennen wir gewiß einen höchsten Wert, geschichtlich erstritten, zu hüten und niemals preiszugeben. Der Wille zur Freiheit bedarf keiner Erklärung und Begründung; er wirkt unreflektiert, und eben seine Selbstverständlichkeit gibt ihm wahre Stärke. Aber Freiheit bedeutet nicht nur das

Gut unabhängigen staatlichen Daseins ohne äußeren Zwang, sondern unentbehrliche Voraussetzung einer Leistung; denn darauf kommt es an, heute mehr denn je, daß freie Völker politische Ordnungsgedanken verwirklichen, die das rechtlich-gedeihliche Zusammenleben der Menschen im Staat und der Staaten miteinander möglich machen.

Wir verknüpfen den Begriff der Freiheit eng mit dem Begriff der Demokratie; wir sehen eine Eigenart der Schweiz darin, daß sie aus demokratischen Gemeinwesen besteht und ein demokratischer Bundesstaat ist. Das Prinzip der Demokratie verlangt, daß das gesamte Volk in Freiheit einen gemeinsamen Willen zu bilden vermöge, stark genug, den Staat zu tragen und zu erfüllen. Dies zustandezubringen, ist eine der größten politischen Aufgaben, die die Geschichte gestellt hat und heute in besonderer und besonders schwieriger Weise stellt. Hat die Schweiz sie gelöst? für sich selbst, was immer auch allgemein etwas bedeuten würde? Und besitzen wir hier, in unserm demokratischen Charakter, den sicheren Boden und eine begeisterte Kraft?

Das Ansehen der Demokratie hat sehr gelitten. Ihr Name deckt, in sprachlicher Mißbildung, eine ihrem Sinn wesensfremde Zwangsordnung zahlreicher Staaten. Auf jugendliche Neustaaten übertragen ist ihre Formkraft fragwürdig. Wir hatten und haben ihre Brüchigkeit, ihre Anfälligkeit vor Augen. Demokratie gewinnt, etwa in Deutschland, nur schwer Zutrauen. Sie enthält Schwierigkeiten, erleidet Mißbräuche selbst in altstabilisierten Republiken, auch bei uns in der Schweiz. Aber dies ändert nichts an der Tatsache, daß der heutige Staat sich durch die Kraft – die materielle und die ideelle Kraft – seines Volkes erhalten, durch den Willen – den materiell bezogenen und den ideell gerichteten Willen – seines Volkes regieren muß. Er muß ein Volksstaat sein und als solcher das schwierige Problem der Staatsführung lösen. Er ist in Wahrheit demokratisch, wenn es gelingt, dies durch freie Kraftentfaltung und freie Willensbildung zustandezubringen. Wenn es nicht gelingt, verkommt der Staat in Anarchie, oder er wird in die pseudodemokratische Form der Diktatur gezwungen. Angesichts dieser Gefahren muß man wahrhaftig von einem «Notstand der Gegenwart» sprechen.

Was diesem Notstand zugrundeliegt, läßt sich von einer ebenso einfachen wie grundlegenden Erkenntnis aus einsehen: Demokratie ist

nicht eine Staatsform, sondern eine staatliche Wesensart, – diejenige Wesensart, die sich daraus ergibt, daß der Staat im präzisen Sinne *Res publica* einer Volksgemeinschaft ist. Um dessen ganz inne zu werden, müssen wir zu den geschichtlichen Ursprüngen des neuzeitlichen Staates im Spätmittelalter hinabsteigen, im Bewußtsein, daß historische Konstatierungen zwar keine Lösung aktueller Probleme bedeuten, wohl aber erkenntnismäßige Voraussetzungen dafür.

Als sich aus feudalistischer Zerrüttung – etwa vom 12., 13. Jahrhundert an – die Staaten des Abendlandes neu bildeten, da traten drei Staatstypen in Erscheinung: der königliche Landesstaat (Typus: Frankreich), der fürstliche Partikularstaat (Typus: deutsche Territorialstaaten) und der genossenschaftliche Lokalstaat (Typus: italienischer und nordalpiner Stadtstaat). Die beiden ersten entwickelten sich herrschaftlich-monarchisch, der letztere republikanisch. Die Umstände, die hiefür maßgebend waren, sollen nicht erörtert werden. Etwas nur sei zur Geltung gebracht: daß der genossenschaftlich-republikanische Staat *Lokalstaat* war. Sein Ausgangspunkt war eine Volksgemeinschaft, die sich in bestimmt und eng umgrenztem Raum zusammengeschlossen hatte: in den Mauern einer Stadt, in einer Landschaft. Die Siedlungsweise stellte Tuchföhlung unter den Menschen her; gemeinsame Interessen – der Alpwirtschaft, des städtischen Marktes und Gewerbes, der Versorgung, des Schutzes – verlangten eine Ordnung durch Beratung und Beschluß; beides erzeugte Fähigkeiten der Selbstverwaltung, eine Mentalität der Selbstbestimmung: die autonome Stadt mit ihren gewählten Behörden, die Landsgemeinde freier Bauern.

Hier wird die Bedingung demokratischen Staatslebens sichtbar: ein Volkskörper, der sich so zusammengedörig föhlt, seine Lebensgemeinschaft so unmittelbar spürt, daß er – selbst bei inneren Unterschieden, ja Gegensätzen – einen Gesamtwillen hervorzubringen genötigt, föhig, gewohnt und innerlich getrieben wird.

Diese Voraussetzung bleibt als *conditio sine qua non* im Grunde bestehen, – auch in den seit dem Spätmittelalter tief veränderten Zeiten des 19. und 20. Jahrhunderts. Aber ist sie zu bewahren oder zu gewinnen, wenn der Staat nicht mehr *Commune*, sondern großer Flächenstaat, die Gemeinschaft nicht mehr *Civitas*, sondern *Nation*,

ja Nationenverband ist? Wenn also der Staat nicht mehr Lokalstaat ist? Montesquieu verlangt im «Esprit des lois», aus dem esprit des lois, daß die (demokratische oder aristokratische) Republik klein sei: «Il est de la nature d'une république qu'elle n'ait qu'un petit territoire: sans cela elle ne peut guère subsister».² Der Bestand der Republik, «où le peuple en corps ... a la souveraine puissance»³, wird nicht etwa bloß durch technische Schwierigkeiten der Regierung und Verwaltung in Frage gestellt, sondern dadurch, daß im großräumigen Staat die *Gesinnung* eine andere ist, das Prinzip des republikanischen Staates, la Vertu, sich verflüchtigt, der Volkskörper sich moralisch zersetzt und politisch löst. Im großen Staat bilden sich große Vermögen; infolgedessen verliert sich die «modération dans les esprits»; «des intérêts se particularisent», der Einzelne will für sich allein mächtig und glücklich sein, ohne das Vaterland, selbst auf den Ruinen des Vaterlandes.³ Noch Rousseau hat bestätigt, «qu'en général le gouvernement démocratique convient aux petits états».⁴

Dies aber war es ja, was jetzt, im 18. Jahrhundert, die aus Naturrecht abgeleitete Theorie der Aufklärung forderte, und was alsbald das Schlagwort der Großen Revolution verkündete: Volkssouveränität, höchstes, letztes Entscheidungsrecht der Gesamtheit der im Staate verbundenen Menschen, der Hunderttausende, der Millionen. Und daraus ergab sich die Aufgabe, auch im bisher herrschaftlich regierten Staat, durch Willensbildung im ganzen Volke die Staatsleitung und die Staatsverwaltung zustandezubringen. Es ist die größte, fast vermessene politische Zumutung, die Menschen je an sich gestellt haben. Um die Lösung dieser Aufgabe rangen das 19. und das 20. Jahrhundert, ringt die Gegenwart. Der Historiker vermöchte alle denkbaren Experimente, Spielarten, Kompromisse dieses Strebens darzustellen, auch seine Erfolge, Teilerfolge, Annäherungserfolge; doch nicht nur er kennt die Mißerfolge; die Generationen der Menschen haben sie erlebt und erlitten: das Umkippen zur Tyrannis, immer wieder, seit den Jakobinern, seit dem ersten und dem dritten Napoleon, und von 1917 an in einer unheilvollen, schrecklichen Serie von Dikta-

² De l'esprit des lois, Livre VIII, Chap. 16.

³ a. a. O. Livre II, Chap. 1.

⁴ Du contrat social, Livre III, Chap. 3.

turen. Diktatur aber erklärt sich aus Versagen der demokratischen Gestaltungskraft.

Aufklärung und Revolution wähten, ein probates Mittel zur Schaffung der Demokratie in jedem Staat zu kennen: *Verfassung*. Ihre Wortführer, Anhänger, Nachfahren glaubten daran, daß ein demokratisches Grundgesetz die Demokratie hervorbringe, daß Verfassungsvorschriften demokratisches Staatsleben ermöglichen und sicherten. Wir überschätzen noch heute die Organisierbarkeit elementarer Lebensmächte, – und könnten doch längst die Erfahrung gemacht haben, daß die ausschlaggebenden Faktoren in den Tiefen einer Mentalität liegen, die sich im Leben formt und höchstens dem Einfluß der Erziehung zugänglich ist. Daß keine förmliche Verfassung besteht, wie in Großbritannien, daß die geltende Verfassung mehr als andert-halb Jahrhunderte alt, auf ganz andere Zustände zugeschnitten ist, wie in den Vereinigten Staaten von Amerika, hindert demokratisches Leben nicht. Entscheidend ist, daß gemeinschaftswillige Menschen in Verbänden mit eigener Aktivität und Verantwortung stehen, einem Staatsgedanken unterstellt, der überzeugend wirkt und sich die Teilnahme, die Liebe seiner Bürger zu gewinnen und zu erhalten vermag.

Diese Voraussetzungen der Demokratie sind in der Schweiz gegeben, geschichtlich – daher als «historische Kraft» – erwachsen in Gemeinden, «Orten», Bünden, so festgewurzelt, daß selbst der Zusammenbruch der alten Eidgenossenschaft, daß auch die Sprengkraft des revolutionären Individualismus sie nicht zu zerstören, die Schweiz des 19. Jahrhunderts nicht loszureißen vermochte von der Eidgenossenschaft des 13. und 14., des 16., des 18. Jahrhunderts. Die Vergangenheit blieb gegenwärtig, ein positives Erbgut, ein demokratisches Erbgut, wenn auch mit konvertierten Werttiteln. Dies verlieh Standfestigkeit. In der Anfechtung von Faschismus und Nationalsozialismus hätte die Schweiz ihre innere Sicherheit, ihre ideelle Immunität nicht in dem Maße bewahrt, wie wir es erlebt haben, wenn ihr Volk nicht seines durch Jahrhunderte erworbenen und gewohnten Lebensrechtes, seines der momentanen Verführung und Gefährdung überlegenen Staatsgedankens bewußt gewesen wäre.

Nicht die ganze Vergangenheit kann beibehalten werden; nicht alles, was war, trägt weiter, kann vorbildlich sein. Das Volk, so sag-

ten wir, «wählt aus»; es besitzt in bezug auf seine Vergangenheit ein *Beneficium inventarii*. Hauptsache ist, daß sich aus dem Strom der Geschichte echtes Gold auswaschen läßt, daß wertbeständiges Gut zum dauernden Besitz eines Volkes wird, Bestandteil seiner Natur, der als selbstverständlich und daher unaufgebbar empfunden wird. Wir wählten die Freiheit, – Freiheit im doppelten Sinn der Unabhängigkeit von außen und der Selbstbestimmung im innern: die selbständige Demokratie. Da wir sie wollen, müssen wir ihre Voraussetzungen wollen, – bewahren und immer neu schaffen.

Hier liegen die Aufgaben und die Schwierigkeiten. Alles politische Tun im einzelnen ist zeitbedingt. Das Zeitgemäße will zwingen, das Opportune verlangt Berücksichtigung. Aber das Zeitgemäße und das Opportune können keine verlässlichen Maßstäbe schaffen; man muß wissen, was angepaßt werden kann, was dagegen über Augenblick und Nutzen hinweg festzuhalten ist. Überlegung kann mit Hilfe geschichtlicher Besinnung zur richtigen Einsicht führen; sie im wechselvollen Alltag immer wieder in Tat umzusetzen, ist objektiv schwierig, subjektiv dem menschlichen Irren und Versagen ausgesetzt.

Der demokratische Staat muß auf Gemeinschaftskraft abstellen, die, in den verschiedensten Formen und Formaten, das Volk gliedert und sammelt, sein Leben in Fühlen und Denken, auch im Konkurrerieren und Spekulieren durchdringt. Rousseau reduzierte seine Staatslehre in großartiger Abstraktion auf die zahllosen Einzelmenschen und ihr eines Kollektiv; aber an sein Wunder, daß durch den einmaligen *Contrat social* der Individuen die allmächtige und unfehlbare *Volonté générale* erzeugt werde, vermögen wir nicht zu glauben. Wir sehen die Menschen in hundert natürlichen oder gewollten Bindungen und Verbindungen, die immer auch Scheidungen und Unterscheidungen bedeuten. Wir leiten aus unserer Geschichte ab, daß sich erst über diesen Gruppen und durch sie der Staatswille bilde, und daß er sie für seine eigene Erhaltung nicht entbehren könne.

Drei politische Größen sind uns überliefert: Gemeinde, Kanton, Bund. Die Gemeinden mit ihren ursprünglichen, nicht nur mit vom Staat delegierten Rechten; die Kantone als Staaten, aber doch als Gliedstaaten eines größeren Ganzen; die Eidgenossenschaft, die aus den Kantonen besteht, aber doch mehr ist als ihre Summe. Sie haben

sich in ihrem Wesen erhalten; ihr Verhältnis zueinander aber ist nicht gleich geblieben. Daß der Bund mit dem Schritt zum Bundesstaat 1848 nicht nur eine stärkere Organisation, sondern eine überlegene Autorität bekam, ist allbekannt, desgleichen, daß sein Gewicht seither unablässig gewachsen ist. Doch bloß wer einer optischen Täuschung erliegt, kann urteilen, daß dieser Bundeszuwachs *nur* auf Kosten der kleineren Einheiten, durch Aushöhlung der Kantonal-souveränität und der Gemeindeautonomie zustandegekommen sei; die öffentlichen Obliegenheiten haben vielmehr *allgemein* mächtig zugenommen. Gewiß haben Kompetenzübertragungen stattgefunden, von den Kantonen auf den Bund, so durch Wirtschafts- und Sozialgesetzgebung, und die Gemeinden sind stärker auf Halt und Hilfe der Kantone angewiesen. Aber auch ihnen sind in Krieg und Frieden neue Aufgaben zugefallen; das Leben der Kantone ist vielleicht rechtlich und finanziell minder bewegungsfrei als vor hundert Jahren, aber nicht bedeutungsärmer, sondern bedeutungsvoller als zuvor, zum Beispiel in Sozialpolitik und Bildungswesen; sie leisten – wohl in veränderter, nicht aber in geminderter Art – ihren unentbehrlichen *Beitrag* an die schweizerische Allgemeinheit.

Doch weiter: Neben und in den eigentlich politischen Gemeinwesen gibt es die unübersehbare Zahl lebensvoller Gemeinschaften, die alle zum Staat in einem gewissen Verhältnis stehen: die Kirchen, die Parteien, die Gewerkschaften, die Genossenschaften, die Universitäten, die Vereine. Sie haben ihre eigenen materiellen und ideellen Interessen, ihre Zwecke und Mittel, ihre Organisation und ihre Geschichte, eine Gesinnung und einen Gehaltsinhalt. Der Staat bringt sie selbst hervor; welch' eine Gemeinschaft ist die Armee! Oder sie bilden sich unablässig, unabhängig, aus Lust oder Notwendigkeit und können aus eigener Initiative in eine wichtige Funktion innerhalb des Ganzen hineinwachsen. Ich denke an ein Beispiel, das mir unter zahllosen besonders eindrucklich ist, an eine Arbeitsgemeinschaft in einer unserer ostschweizerischen Regionen, zu der seit einer Reihe von Jahren Gemeinden und Private zusammenstehen, zusammensteuern, um Meliorationen, Güterzusammenlegungen, Sozialberatung, Berufs- und Kulturförderung in die Wege zu leiten und zu verwirklichen. Alle diese Gemeinschaften bedürfen der anregenden, begleitenden *Einzel-*

nen; nicht die Hemmung und Nivellierung der Persönlichkeit ist demokratisch, sondern die Entfaltung ihrer zur Gemeinschaft beitragenden Kraft, in allen Graden und Formen, auch aus dem scheinbar ganz individualistischen Reservat wissenschaftlicher Forschung heraus.

Gesundes demokratisches Leben ist darauf angewiesen, daß all die zahlreichen und verschiedenartigen Lebensträger *richtig aufeinander bezogen* sind, daß eine große Zahl von Beziehungen richtig funktioniert. Jeder Mensch steht, durch Natur und Willen, mit seinesgleichen im Verein; Staatsbürger ist er jedoch nicht nur durch seine Gruppe und Partei, sondern unmittelbar; aber er kann andererseits, so eng und innig er sich seinem Vaterland verpflichtet weiß, nicht verzichten auf seine staatsfreie Sphäre des *privaten* Menschlichen, und er kann sich durch keine Grenze scheiden lassen von der überstaatlichen Sphäre des *allgemein* Menschlichen. Der Verband in jeder Form, bis zur politischen Partei und zur konfessionellen Kirche, umschlingt seine Angehörigen, stützt und fördert sie, wird von ihnen getragen und bereichert, darf sie aber nicht so in Beschlag nehmen, daß er ihren staatsbürgerlichen Willen bricht und ihre im innersten freie Menschlichkeit verkümmert. Der Staat hat Hoheit und Macht; er gibt und fordert viel. Nicht alles! Er braucht die Verbände und muß doch über ihnen stehen; er befiehlt den Einzelnen und kann es doch nur durch sie und für sie tun; er setzt Ordnungen und darf doch das Außerordentliche nicht ersticken; er soll durch Einheit stark sein und muß doch die Eigenart, die stets zur Differenzierung neigt, nicht nur zulassen, sondern als sein Ziel setzen. Er ist wahrer Staat, wenn er seine Grenzen kennt: gegenüber dem Menschen und gegenüber der Menschheit.

In diesem Gefüge muß die Freiheit ihren Platz haben; durch sie wird das Staatsgefüge demokratisch. Dies zustandezubringen, ist die wichtigste Aufgabe aller Innenpolitik. Die Verfassung gibt den Rahmen, das Gesetz die Regel; aber es kommt auf die lebendigen Kräfte an, die alles erfüllen und durchströmen. La vertu, die staatsbürgerliche Tugend, sagt Montesquieu, ist das Prinzip der demokratischen Republik. Sie wird erreicht durch Erziehung: «C'est dans le gouvernement républicain que l'on a besoin de toute la puissance de

l'éducation.» Erziehung in jeder Form, im Haus, in der Schule, an der Universität, Selbsterziehung im Leben des Alltags, aber auch Erziehung durch die Geschichte. La vertu ist eine historische Kraft; wir haben uns in schwieriger Zeit auf sie verlassen können. Die Erziehung, von der sie abhängt, ist stets eine geistige Anstrengung auf ein geistiges Ziel: der eigentliche Hort der Demokratie ist geistiger Natur, und er ist den Menschen anvertraut. Wenn uns heute im Gedanken an die Schweiz, die im «Notstand der Gegenwart» nur als gesunde Demokratie bestehen kann, eine Sorge bewegt, so fließt sie aus der Wahrnehmung, daß in Zwang und Lockung der Interessen die geistigen Werte Mühe haben sich zu behaupten, daß in Organisation und Administration des kompliziert und massenhaft gewordenen Staates das grundsätzliche Denken verloren zu gehen droht. Persönlichkeit und Staat sind zu weit auseinander gerückt; Wissenschaft und Politik haben zu wenig Kontakt; es gilt, diese demokratischen Beziehungen wieder enger und fruchtbarer zu gestalten.

An dieser Stelle läßt sich wohl mit besonderer Deutlichkeit erkennen, wie, wie innerlich und wesensmäßig mit der demokratischen Basis des schweizerischen Staatslebens seine beiden anderen Kennzeichen verbunden sind: das *föderative Bauprinzip* der Eidgenossenschaft und die außenpolitische *Maxime der Neutralität*. Auch sie sind geschichtlich ererbt, und zwar gehen sie auf die Uranlage unserer staatlichen Existenz zurück, sind daher in jedem gegenwärtigen Zeitpunkt aktuell und für die Zukunft verpflichtend. Sie bedeuten sichernde Kraft und Aufgabe. Sie tragen die innere Spannung alles Lebendigen in sich; aber zugleich ergibt sich ihre Problematik aus dem Verhältnis der Schweiz zu ihrer Umwelt, aus dem Willen, den schweizerischen Staat in den Machtkonflikten zu behaupten, den schweizerischen Staatsgedanken in der Auseinandersetzung politischer Ideen und Ideologien zu bewähren.

Was das eine, das *Föderative*, betrifft, so ist nicht nur daran zu denken, daß der schweizerische Bundesstaat aus 25 Kantonalstaaten gefügt ist, sondern daran, daß sich das öffentliche Leben, an dem der Mensch als Bürger teilhat, in den drei Kreisen der Gemeinde, des

Kantons und des Bundes abspielt. Damit wird das Principium – im Sinne von «Anfang» wie von «Grundregel» – des demokratischen Staates festgehalten: der genossenschaftliche, der alt-demokratische Staat ist seiner historischen Wurzel und seinem Gattungsbegriff nach ein *lokales* Gebilde. Zum größeren Gefüge kann er ohne Bruch, ohne Verlust seiner Kernsubstanz nur werden auf dem Wege der «Föderation». Was wir hier Föderation nennen, darf freilich nicht als Formbegriff, als Verfassungsbegriff verstanden werden. Föderation besteht, wo zwei oder mehrere Gemeinwesen durch Foedus, durch Bundesvertrag, verbunden werden, so, daß sie einander zwar nicht gleichgeordnet zu stehen brauchen, daß die Partner aber jedenfalls in eigenem Rechte bestehen bleiben. Es gab in der älteren Schweizergeschichte starke und expansive Kommunen, – Städte und einige Landgemeinden; sie zogen schwächere an sich, in sich hinein, mit verschiedenen Mitteln, auch mit dem Mittel der Gewalt. Sie begründeten ein Verhältnis zu ihnen, oft und meistens ein Herrschaftsverhältnis. Aber sie löschten das Recht der Partner nicht; sie beschränkten es, hemmten seine selbständige staatliche Entwicklung oder drückten es unter die Schwelle des Staatlichen hinab. Sie beanspruchten die staatliche Hoheit, die staatliche Oberleitung, nicht aber die Omnipotenz; sie ließen Selbstverwaltung, ja Selbstregierung im lokalen Raum bestehen, in der Landschaft, in der Landstadt. Dies bewahrte im schweizerischen Ancien Régime gewiß nicht ein durchgängiges demokratisches Leben, aber im örtlichen Herrschaftsgebiet, selbst in den Gemeinen Herrschaften eine demokratische Humusschicht, für die Zukunft eine demokratische Keimschicht.

Der Lokalstaat hat eine angeborene Neigung zur föderativen Verbindung; die Geschichte erweist dies, nicht nur die Schweizergeschichte. Diese Bünde – zum Beispiel die Städtebünde des Spätmittelalters – waren jedoch selten solid; sie waren es, aus Gründen, die hier nicht zu erörtern sind, in der Eidgenossenschaft. Indessen ist doch unverkennbar, wie zögernd der Aufbau einer größeren, übereinzelstaatlichen Gemeinschaft auch hier vor sich ging, wie jahrhundertlang die Bünde sich hielten, ohne sich mehr zu entwickeln, ohne zum bundesmäßigen Gesamtstaat aufzusteigen. Erst 1848 wurde dieser Schritt getan, getan unter dem Einfluß veränderter politischer und wirt-

schaftlicher Lebensbedingungen einer neuen Zeit, inspiriert von der «nationalen» Denkweise des 19. Jahrhunderts, erleichtert durch die Organisationsformen einer neuartigen, zugleich individualistischen und gesamtstaatlichen Demokratie, auf Grund aber doch einer in den Jahrhunderten lebensmäßig herangewöhnten schweizerischen Gemeinschaft und ohne die alten Fundamente zu zertrümmern. Ein Kunststück, das gelang! Aber ein Kunststück, das immer aufs neue gelingen muß! Denn föderatives Staatsleben ist Staatsleben mit verteilten Rollen; daß die Kräfte richtig ineinandergreifen, läßt sich nur zum Teil durch Organisation bewirken; es ist zum andern, größeren Teil eine sich stets erneuernde politische Aufgabe. Gewiß legt die Bundesverfassung die grundlegende Verteilung der Kompetenzen von Bund und Kantonen fest; aber ihr Ausmaß kann nicht ein für allemal fixiert werden. Jede föderative Ordnung ist der gegensätzlichen Doppelgefahr der Auflösung und der einheitsstaatlichen Verschmelzung ausgesetzt; wo die erstere politisch außer Betracht fällt, bleibt doch die letztere bestehen. Die Neigung zur Zentralisation entspricht keineswegs einfach einer Vorliebe für Gleichförmigkeit und leichtere Administrierbarkeit; sie gibt vielmehr dem Zwang von Notwendigkeiten oder der Rücksicht auf Wünschbarkeiten nach, die gutenteils, zum Beispiel für die Wirtschaftsführung, von außen einwirken; oder sie kann sich, wie etwa bei der Vereinheitlichung von Zivil- und Strafrecht, auf höhere Gesichtspunkte der Billigkeit, der Gerechtigkeit berufen.

Kriegs- und Krisenzeiten steigern die immanente Tendenz der Zentralisation. Aber Kriegs- und Krisenzeiten haben uns auch gelehrt, daß das Reservoir unserer Stärke – nicht so sehr der organisierten und organisierbaren als der eigentlich lebenspendenden Stärke – in der *vielfältigen* Gesamtheit liegt, das heißt ihre Wurzeln hat in Kantonen und Gemeinden, also in den historischen Einheiten, in den heimatlichen Räumen der unmittelbar gefühlten Gemeinschaft, im urtümlich demokratischen Lebensgrund. Ihre *Wurzeln!* denn auch dem aus ihnen erwachsenen Baum der Eidgenossenschaft gilt unsere keineswegs nur berechnete und rationierte, sondern unsere spontane Liebe. Weil dies so ist, kann sich unser föderalistisches Bekenntnis nicht mit dem Leitsatz begnügen, daß Kantone und Gemeinden in ihrem

Recht, in ihrem Wert *erhalten*, konserviert werden sollen; wir bedürfen vielmehr dauernd, um des Ganzen willen, ihres *schöpferischen* Vermögens. Tatsächlich haben sie die Kraft der Regeneration, der immer wieder zeitgemäßen Leistungsfähigkeit bis heute in erstaunlichem Maße bewährt; immer wieder schließen sich zum Beispiel die Gemeinden trotz allen Bevölkerungsverschiebungen zusammen. Darin liegt eine unschätzbare Potenz, dies verlangt unbedingte Rücksicht. Politische Weisheit wird erkennen müssen, wo die Schranken zentralisierender Organisierbarkeit stehen. Im einzelnen wird man sich auseinanderzusetzen, schlüssig zu machen haben: eine hohe Kunst abwägender Kompromisse. Fest aber steht die Regel, daß der Lebensstrom, der in der echten Demokratie von unten nach oben steigt, nicht unterbunden werden darf.

Hier ist denn auch unsere außenpolitische Maxime der *Neutralität* einzusetzen. «Historische Kraft» kann sie nur sein als eine von Konstellationen und Spekulationen unabhängige Grundregel, als Ausdruck der Stärke, nicht der Schwäche. Neutralitätspolitik verzichtet auf Machtzuwachs; sie wäre falsch und unehrlich, wenn sie sich nur von der resignierten Einsicht leiten ließe, daß die Trauben zu sauer seien, und wenn sie insgeheim doch nach Machtvorteil schiele. Echt und verlässlich ist neutrale Haltung nur auf Grund einer politischen Mentalität, die den Machtgedanken überwindet, den Wert der Macht andern Werten nachstellt. Diese Abwertung der Macht steht wiederum in Zusammenhang mit dem Wesen des genossenschaftlich-demokratischen, des lokalen und föderativen Kleinstaates. Sie ergibt sich freilich nicht ohne weiteres aus diesen Voraussetzungen: der Schweizergeschichte blieben Reiz und Verführung der Macht nicht unbekannt; die Stadt Rom schuf das Imperium romanum, die Republik Venedig gewann ein Seereich, der Staatenbund der niederländischen Provinzen wurde große Kolonialmacht. Aber die den Weg der Macht gingen, gaben den Kommunalcharakter preis, vertauschten das genossenschaftliche Prinzip mit dem herrschaftlichen, verwandelten Bundesgenossenschaft in zentralisierte Einheit. Freiheit und Macht vertragen sich schlecht, ringen unablässig miteinander. Die schweizerische Auseinandersetzung führte im 15., 16., 17. Jahrhundert dazu, daß der erreichte Stand fixiert, Änderung von Format und Form ver-

mieden wurde: dies ist der Ursprung der schweizerischen Neutralität. Bestimmend waren nicht bloß Umstände, sondern Entschlüsse, nicht Mangel an kriegerischem Impetus, nicht pazifistische Tugend, sondern ein inneres Bedürfnis, das jeder andern politischen Aspiration übergeordnet wurde: Selbständigkeit im eigenen, kleinen, heimatischen Staat. Nach derselben Richtung wirkten interne Unterschiede, Gegensätze, die aus ihnen erwachsen, gefährlich wurden, aber doch die Bundesgemeinschaft nicht sprengten: die Länder gegen die Städte im späten 15. Jahrhundert, die divergierenden Interessen und Blickrichtungen der Orte in der Außenpolitik des frühen 16. Jahrhunderts, katholische und protestantische Konfession und Konfessionspolitik seit der Reformation. Nur gemeinsam war die partikulare Freiheit zu halten; die Eigenart der Orte konnte nur im eidgenössischen Verband bestehen. Geschlossen vermochte man nicht gegen außen aufzutreten, und kein Ort, kein Herr konnte dazu zwingen; gespalten, in Parteinahme für das Ausland, hätte man die Selbständigkeit aufs Spiel gesetzt, wäre leicht zum schwachen Anhängsel geworden. Mehrmals stellte der Dreißigjährige Krieg die Konfessionsparteien vor die Schicksalsfrage; keine tat den Schritt. Diese Hemmung verband die streitenden Brüder neu. Beide Parteien vermieden den Krieg, seinen Nutzen, seinen Schaden, – so blieb die gesamte Schweiz außerhalb des Getriebes, für sich, im Frieden und durch den Frieden ausgekreist und durch all dies erst recht ein Ganzes, ein kleines, neutrales Ganzes.

Indessen: Wer auf äußere Machtentfaltung verzichtet, darf nicht in Ohnmacht fallen; denn der Ohnmächtige hat nicht nur die Macht, sondern auch die Kraft verloren. Es ist die dauernde Aufgabe des neutralen Staates, ohne Machtpolitik kräftig zu sein.

Unsere Neutralität ist Konsequenz der demokratischen und föderativen Anlage des schweizerischen Staatswesens, – ein außenpolitisches Verhalten, das aus der inneren Verfassung hervorgegangen ist. Dies ist ihre überzeugende Legitimation. Aber da sie jahrhundertalt ist, eingegeben von jenen Konstanten unseres politischen Daseins und daher selbst konstant – eine immerwährende Neutralität, die in Kriegskonflikten nicht erwogen und beschlossen, sondern nur erklärt werden kann –, und da sie sich doch auf eine andersartige und wandelbare Außenwelt bezieht: ergibt sich nicht eben daraus für die heutige und

künftige Schweiz, für die Schweiz in Europa, im Länderkreis überhaupt, ein sehr ernsthaftes Problem? Mit andern Worten: Ist die schweizerische Neutralität nicht so eng mit altüberlieferter schweizerischer Besonderheit verwachsen, daß sie uns isoliert, daß sie uns dem Vorwurf des Unzeitgemäßen, des unfruchtbaren Egoismus aussetzt? Daß unser Kleinstaat sich von den Machtkämpfen der Großen fernhält, kann leicht begründet, wohl verstanden werden. Wie aber, wenn ein allgemeiner, übereinzelstaatlicher Gedanke, dessen Berechtigung wir selbst anerkennen, der uns unter Umständen sogar begeistert, weil er eigenen idealen Zielen gemäß ist, sich im Kampf gegen widerstrebende Mächte durchsetzen will? Neutralität verpflichtet zum Stillsitzen im Krieg, aber sie verbietet geistige Anteilnahme nicht und entbindet nicht von der Mitverantwortung für der Menschheit große Gegenstände.

Das 19. Jahrhundert hat derartige Situationen herbeigeführt. Der Kampf des alliierten Europas gegen die napoleonische Hegemonie 1813 bis 1815 galt als gemeinsame Sache. Durfte die Schweiz, eben wieder im Besitz ihrer Selbständigkeit, abseits stehen? Sie war weder militärisch stark, noch politisch sicher genug und vermochte die Neutralität nicht zu behaupten. Als die Mächte selbst sie 1815 wiederherstellten und völkerrechtlich verankerten, gedachten sie die Schweiz damit ihrem Europasystem einzubauen, und jahrzehntelang verspürte die Eidgenossenschaft den äußeren Druck: sie sei, wenn sie im Respekt ihrer Garanten verbleiben wolle, gehalten, konservativ, anti-revolutionär zu beharren. Andererseits: Als die Eidgenossen des Sonderbundssieges und des neuen Bundesstaates 1848/49 einen Augenblick lang als Meister und Vorbilder liberalen Fortschrittes galten, trat, von außen und von innen, die Versuchung an sie heran, dem freien Volksstaat, ihrem eigenen Lebensprinzip, durch Ausfall über die Grenzen in ihrer Nachbarschaft, in Süddeutschland, in Oberitalien, zum Durchbruch zu verhelfen. Sie widerstanden, hielten Neutralität; die Schweiz vermied das Risiko, zu ihrem Heil auch in der machtpolitischen Anwandlung des Savoyerhandels. Sie gewann das Glück ungestörter eigener Entwicklung. Ein Glück der Selbstgenügsamkeit? Selbstgenügsamkeit in Gleichgültigkeit gegenüber dem, was sie nicht unmittelbar anging, und darum in Europa nur geduldet, Sonderfall,

Schongebiet, nicht aber mitwirkende Kraft? Wir antworten mit einer Gegenfrage: Hätte aus ihr, nach einem einzigen machtgerigen Griff, nach einer einzigen parteilichen Einmischung, nach einer einzigen Verletzung der unbedingten außenpolitischen Vertrauenswürdigkeit, das Werk des Roten Kreuzes herauswachsen, zur erdumspannenden Organisation mit schweizerischem Zentrum werden können? Wäre die Schweiz je sicherer Treffpunkt der Nationen geworden und in beiden Weltkriegen Friedensbastion und Zufluchtsort?

Aber die neueste Zeit, der Notstand unserer Gegenwart, formt das Problem der neutralen Schweiz noch drängender, macht innerlich die Entscheidung noch schwerer. Bloßes Beharren gibt nur starre Kraft. Dies kann nicht genügen. Menschen und Staaten erhalten sich nur in lebendiger Gemeinschaft.

Dieser Gedanke der Staaten- und Völkergemeinschaft ist aus den Weltkriegen hervorgegangen. Mehr als ein Gedanke: eine Notwendigkeit, wenn die Kriegsfolgen überwunden, neue, zerstörende Kriege vermieden werden sollten, und zugleich das ideale Ziel, verbindende Gerechtigkeit über trennenden Egoismus triumphieren zu lassen. Politische Entschlüsse unter dem unmittelbaren Eindruck des Kriegserlebnisses schufen den Völkerbund und die Organisation der Vereinigten Nationen.

Die Schweiz ist dem Völkerbund zögernd und unter dem Vorbehalt ihrer Neutralität beigetreten; den Vereinigten Nationen hat sie sich, um ihrer Neutralität willen, versagt.

Seit 1918 haben die Staaten der Erde durch ihre Lenker und begleitet von den Hoffnungen der Völker, Anstrengungen gemacht – nachdrücklichere und, trotz allem, ehrlichere als je in der neueren Geschichte –, Rahmen und Gesetz internationaler Solidarität zustandezubringen, den Rahmen der Organisation mit Leben zu erfüllen, die Gesetze der Kriegsverhütung und die Gebote der gegenseitigen Förderung zur Geltung zu bringen. Wir stehen damit zweifellos am Anfang einer neuen Entwicklung der zwischenstaatlichen Beziehungen. Die schicksalhafte Grundfrage, die sich hier erhebt, ist die, ob die gemeinsamen Interessen materieller und ideeller Natur als wichtiger, verpflichtender anerkannt werden, denn die Sonderinteressen, als der Wille zu uneingeschränkter einzelstaatlicher Handlungsfreiheit. Ge-

meinschaft wird immer nur möglich und haltbar, wenn der Wille jedes Partners sich unterordnet; die Staaten müssen sich bereitfinden, einen Teil ihrer Souveränität aufzugeben. Dies ist eine starke Zumutung, dies verlangt eine psychische Umstellung; *nicht* eine Kapitulation des einzelstaatlichen Willens, *nicht* ein Verblassen seiner Eigenart, nur ihre Reinigung und Veredlung, ihren Einsatz innerhalb der Gemeinschaft, für die Gemeinschaft.

Nur! Es ist wichtig, die Schwierigkeit der Aufgabe an sich – ganz abgesehen von allem Versagen aus Schwäche und Mißtrauen, aus machtegoistischen Hintergedanken – zu erkennen.

Ist die Schweiz fähig und bereit, ihren Beitrag zu ihrer Lösung zu leisten? Sie hält sich außerhalb der politischen Organisation der Vereinigten Nationen; deren innere Spaltung in einem Machtgegensatz berechtigt und verpflichtet sie zur Neutralität. Aber sprechen bei uns nicht einfach Skepsis und Vorsicht mit, die Unlust, vom Eigenen und Überkommenen abzugehen, eine konservative Resignation und ein Schwund des Tatwillens, – eine Art, alles zusammengenommen, des Egoismus, der helvetischen Selbstgenügsamkeit? Damit vermöchten wir nicht zu bestehen. Es gibt für unsern Anspruch, als «Sonderfall Schweiz» zu gelten, eine einzige Rechtfertigung: daß die Schweiz, nach ihrem Ursprung und durch ihre Geschichte, ein gemeinschaftsfähiger, Gemeinschaft schaffender Staat sei, in sich selbst und über ihre Grenzen hinaus; daß sie, wenn auch im kleinen, dasjenige bereits besitze und übe, was Organisation im großen und unter äußerst schwierigen Umständen zu schaffen sucht. Daß dies so sei, bejahen wir. Unsere reine Staatsidee und, im Stückwerk menschlicher Unvollkommenheit, unsere Staatspraxis enthalten die Elemente echter Sozialordnung: die demokratische Verbindung der Menschen zur Gemeinde, so, in verschiedenen Formen, daß menschliche Freiheit mit staatlichem Gebot in Einklang steht; die föderative Verbindung, die die Heimat einem größeren Vaterlande einordnet, so locker gefügt, daß Stadt und Landschaft, Konfessionen, Stämme und Sprachen unverkümmert bestehen, so fest verschlungen, daß sie im ganzen sicher ruhen, so wenig exklusiv, daß das Nationale nur eben eigenartiger Ausdruck des Humanen ist; die Abwertung der Macht, so daß Neutralität möglich ist, die, richtig verstanden, Verneinung des Gegen-

sätzlichen, Bewahrung, selbst im Kampf, des menschlich Verbindenden bedeutet.

Wir vermögen diese Elemente in unserer Geschichte und in unserer Gegenwart zu erkennen. Wir interpretieren, indem wir sie herausheben und als gültige Werte deklarieren, unsere Geschichte und ihre Resultate, und dies heißt: wir formen aus ihnen die Aufgabe, die uns eigen ist.

Damit sehen wir unsern Weg vor uns. Der kleine Staat wird, wenn er unter den Vielen, Großen bestehen will, an geistiger Potenz reicher sein müssen als an materiellem Vermögen. Was er ist, wie er ist, muß grundlegend gut und richtig sein; was er tut – etwa seine humanitäre Handreichung – hat wesentlich den Sinn eines Bekenntnisses und den Gehalt eines Symbols.

Das Geistige aber gibt den Ausschlag, nicht die Großorganisation.

Wir vermögen nichts Besseres zu tun, als das Schweizerische so auszubilden und darzustellen, daß es Zeuge des Menschlichen ist. Dies ist unser Beitrag in der Zeit. Und dies ist mehr als Mitgliedschaft bei den Vereinigten Nationen.

*

Die historischen Kräfte der Schweiz sind durchaus aktuell. Wir können uns im Notstand der Gegenwart auf sie verlassen. Nicht nur weil wir auf diesem Grunde sicher stehen und innerlich getrost bleiben können. Darum vielmehr, weil sie uns eine klare, hohe Aufgabe stellen und damit wahres Leben spenden.

Die Schweiz als strategisches Problem

Vortrag von

Oberstkorpskommandant Hans Frick

Ein Land als *strategisches Problem* betrachten verlangt zweierlei: einmal eine Beurteilung von außen her, also eine Betrachtung mit den Augen dessen, der große Operationen auf benachbarten Kriegsschauplätzen plant und sich darüber Rechenschaft geben muß, welche Rolle ein solches Land in seinen Plänen zu spielen hat, ob es in die Operationen einzubeziehen ist oder nicht und wenn ja, welche strategischen Möglichkeiten sich hierfür bieten. Sodann aber muß dieses Land auch von innen her betrachtet werden, also mit den Augen dessen, der es zu verteidigen hat und daher prüfen muß, welche Hilfen ihm die Natur zu gewähren imstande ist.

Wenn man ein Land im Rahmen eines größeren Kriegstheaters zu beurteilen hat, so spielen dabei zunächst Faktoren eine Rolle, die ein für allemal gegeben sind, sodann andere, die für sehr lange Zeitperioden dieselben bleiben und schließlich solche, die einem mehr oder weniger raschen Wechsel unterworfen sind. In die erste Kategorie gehören die natürlichen geographischen, oft auch gewisse topographische Gegebenheiten des Landes und seiner weiteren Umwelt, also Gebirge, bedeutendere Gewässer, große Waldgebiete; ferner die natürlichen Bodenschätze. In die zweite sind alle jene Veränderungen dauernder Natur einzureihen, die von Menschenhand am Bilde des natürlichen Bodens vorgenommen worden sind, und zwar durch Erstellung von Eisenbahnen, Straßen, Stauseen, Großflugplätzen, Industriegebieten und Großstädten. Zu dieser Gruppe darf auch der Volkscharakter gerechnet werden, der auf lange Sicht nur wenig ändert. Die dritte Gruppe bilden schließlich die militärpolitischen Verhältnisse im umliegenden Raum, sowie die eigenen Wehranstrengungen des zu beurteilenden Landes, also Erscheinungen, die innert kurzer Zeit, oft schon in einem einzigen Jahrzehnt, erhebliche Veränderungen erleiden können.

Betrachten wir nun zunächst einmal die strategische Bedeutung der Schweiz in bezug auf den mitteleuropäischen Kriegsschauplatz. Ich betone dabei: mitteleuropäischen Kriegsschauplatz, weil bei der Kriegführung der heutigen Zeit mit ihren Massenheeren und mit ihren Fliegergeschwadern und motorisierten Verbänden, die in kürzester Zeit sehr große Strecken zurücklegen, jede strategische Betrachtung dieser Art zunächst einen sehr großen Raum erfassen muß. Die strategische Bedeutung unseres Landes läßt sich also nur im Rahmen eines Raumes beurteilen, der im Osten etwa bis *Wien*, im Norden bis zur *Nordsee*, im Westen bis *Paris* und im Süden bis etwa in die Gegend von *Florenz* reicht. Andererseits brauchen die außerhalb Mitteleuropas liegenden möglichen Kriegsschauplätze, der Norden, der mittlere und der ferne Osten, nicht in die Betrachtung einbezogen zu werden, wie wichtig sie auch für die Gesamtkriegführung sein mögen. Bei dieser Beurteilung gehen wir vor wie der Ingenieur, der Schutzbauten gegen Hochwasser errichten soll und sich darüber klar zu werden versucht, welche Wege die Wassermassen wohl einschlagen werden, wo also die besonders gefährdeten Orte oder Räume liegen. Hierbei sind sowohl die Ost-West- als auch die Nord-Südrichtung in Betracht zu ziehen. Daß die *Ost-Westrichtung* heute unsere größte Aufmerksamkeit beansprucht, bedarf keines Kommentars. Freilich darf auch die *Nord-Südrichtung* nicht vernachlässigt werden; erinnern wir uns nur daran, daß sie im letzten Weltkrieg, nach der Landung der Alliierten in Italien, eine wichtige Rolle gespielt hat. Betrachten wir die Karte Europas, so fällt zunächst der 200–300 km breite Streifen auf, der aus *Osteuropa* über die *Weichsel* durch *Norddeutschland*, *Holland* und das *nördliche Belgien* über die *Somme* an die *Seine* und an die *Kanalküste* führt. Diese weitgedehnte Ebene, die abgesehen von vereinzelten unbedeutenden Erhebungen nirgends eine Meereshöhe von 100 m erreicht und als einzige Hindernisse die großen Flüsse Oder, Elbe, Weser, Ems, Rhein und Maas aufweist, bildet den eigentlichen und wesentlichsten Korridor für Operationen großen Stiles zwischen Ost und West, wobei darauf hinzuweisen ist, daß in der modernen Kriegführung mit ihren hochentwickelten technischen Mitteln Flüsse in Ebenen, und möchten sie noch so breit sein, keine besonders schwierigen Hindernisse darstellen. In diesem Streifen spielten sich seit

Jahrhunderten entscheidende Schlachten zwischen Osten und Westen ab, von der Schlacht von Bouvines bei Lille im Jahre 1214, in der der deutsche Kaiser Otto IV. von König Philipp II. von Frankreich geschlagen wurde, über die Schlachten des spanischen Erbfolgekrieges, der französischen Revolutionskriege und der Feldzüge Napoleons bis zur Schlacht von Leipzig im deutschen und von Waterloo im belgischen Raum, die Napoleons Schicksal besiegelten, und schließlich zu den Kämpfen der Jahre 1914, 1940 und 1944/45. Die Eigenschaften dieses Tieflandkorridors, zusammen mit seinem wichtigen westlichen Ziel, der Kanalküste, erklären auch, weshalb Belgien trotz größter Bemühungen, neutral zu bleiben, in beiden Weltkriegen, und Holland wenigstens im zweiten schon von Beginn der Operationen an in den Strudel des Geschehens hineingezogen wurden. Dieser Streifen erhält, abgesehen von seiner geographischen Gestaltung, seine Bedeutung auch durch sein reiches Bahn- und Straßennetz, sowie durch den Umstand, daß das Ruhrgebiet mit seinen für die Kriegführung so wichtigen Industriezentren an seinem Rande und das belgische und nordfranzösische Kohlen- und Industriegebiet in seinem Innern liegen. Als zentrale Operationsachse dieses Gebietes kann etwa die Linie Warschau-Posen-Frankfurt a. O.-Berlin-Hannover-Münster-Wesel-Eindhoven-Brüssel-Cambrai-Amiens betrachtet werden, mit Abzweigungen von dort auf Le Havre oder Paris.

Südlich ist dieser Streifen durch eine Reihe von *Mittelgebirgen* begrenzt: Sudeten, Riesengebirge und Erzgebirge, die Böhmen im Nordosten und Nordwesten einschließen, dann das Fichtelgebirge, der Thüringerwald, der Harz, das Rothaargebirge, die westlich des Rheins im Waldgebiet der Ardennen ihre Fortsetzung finden. Diese Mittelgebirge, die am Harz, am Fichtelgebirge und östlich davon Höhen von 1000-1500 m, westlich davon doch noch solche zwischen 500 und 1000 m über Meer erreichen und sehr stark bewaldet sind, kanalisieren die Operationen und verweisen sie im allgemeinen auf die Flußtäler. Wichtig sind hier die beiden aus dem Raum Halle-Leipzig zwischen Harz und Thüringerwald verlaufenden Achsen, die in den Raum von Kassel und Fulda führen und von dort durch die Täler der Lahn und der Kinzig den Rhein bei Koblenz und über Frankfurt bei Mainz erreichen. Beide sind 1945 von den Amerikanern, und zwar von der 1.

und 3. Armee, im umgekehrten Sinne benützt worden. Die natürliche Fortsetzung dieser Operationsachsen führt durch das Tal der Mosel und durch die Pfalz in das industriell wichtige Saargebiet und nach Lothringen, das die reichsten Eisenerzlager des zentralen Europa und entsprechend eine hochentwickelte Schwerindustrie in sich schließt. Diese Räume haben schon im deutsch-französischen Kriege von 1870, im ersten Weltkrieg und wiederum beim siegreichen Vorstoß der amerikanischen 3. Armee Patton 1944 strategisch eine große Rolle gespielt. Namen wie Metz und Verdun rufen die Erinnerung an entscheidende Schlachten früherer Kriege wach.

Weiter südlich bildet der vom zentralen Fichtelgebirge sich auf 300 km Länge nach Südosten bis gegen Passau an der Donau hinziehende Böhmerwald mit seinen sich bis über 1400 m über Meer erhebenden Höhen und seinen ganz wenigen Übergängen eine neue Barriere für große Operationen und verweist diese nach Süden, in den Donauraum. Der Donau entlang verläuft denn auch die große Invasionsachse aus Südosteuropa oder umgekehrt. Ein erstes Ziel einer von Osten heranführenden Operation ist der Raum Regensburg-Ulm-Augsburg-München. Der Fortsetzung einer solchen Operation gegen Westen stellen sich als Barrieren die raube Alb mit Erhebungen bis über 900 m, der Schwarzwald, dessen höchster Gipfel, der Feldberg, fast 1500 m Höhe erreicht, und jenseits des Rheins die Vogesen entgegen, so daß die Operationsachsen nach Norden abgedrängt werden und über Nürnberg oder längs der Tauber an den Main und ihm entlang auf Frankfurt und Mainz, oder aber im Tale des Neckar auf Heidelberg und Mannheim verlaufen. Jenseits des Rheines verschmilzt sich diese Operationslinie mit der vorher erwähnten, die durch die Pfalz nach Lothringen und von dort auf Paris führt. Diese Achse ist denn auch, wenn schon im umgekehrten Sinne, mehrfach benützt worden, so zum Beispiel im Feldzug Napoleons von 1805, der zur Kapitulation der österreichischen Armee bei Ulm geführt hat, und durch die 7. amerikanische Armee im Jahre 1945. Allerdings kann von der Donauachse eine Nebenachse abgezweigt werden, die vom Bodensee dem Rhein entlang oder nördlich am Kanton Schaffhausen vorbei in den Raum nördlich Basel und von dort über den Rhein in die etwa 30 km breite *Senke von Belfort* führt. Allein diese Achse ist

wenig leistungsfähig, da das Tal des Rheines eng und zu beiden Seiten von steilen, meist bewaldeten Höhen begrenzt ist; die burgundische Pforte oder Trouée de Belfort bietet Operationen größeren Umfanges wenig Spielraum. Es ist denn auch charakteristisch, daß diese Achse im ersten Weltkrieg überhaupt nicht und im zweiten doch nur von Nebenkraften und nur in der Endphase benützt worden ist. Der Durchstoß durch diese Lücke zwischen Vogesen und Schweizer Jura führt allerdings zunächst auf das strategisch wichtige Plateau von Langres und von dort durch den Raum zwischen Marne und Seine auf Paris und weiter an die Kanalküste, oder aber südlich daran vorbei gegen die Loire; indessen ist die Basis für eine so weitgesteckte Operation reichlich schmal.

Rücken wir weiter nach Süden, so stoßen wir auf den *zentraleuropäischen Alpenbogen*, dessen südöstliches Ende, die Julischen Alpen in der Gegend von Ljubljana (Laibach) an das dinarische Gebirge anschließen und im übrigen Ausläufer bis nahe an den Golf von Triest entsenden. Von dort zieht sich die gewaltige Gebirgsmauer, die im Osten bis Wien reicht, anfangs in einer Breite von 200 km, auf Schweizer Gebiet dann noch ca. 130 km breit, nach Westen, um in der Gegend zwischen Matterhorn und Genfersee nach Süden abzubiegen; dieses letzte Stück, die Westalpen, immer noch ca. 130 km breit, erreicht das Mittelmeer zwischen Nizza und Savona.

Der eigentliche zentrale Teil dieses Alpenmassivs verfügt über keine durchgehenden Operationsachsen in Richtung Ost-West. Zwar laufen nördlich und südlich der hohen Gebirgsmauer der Kleinen und der Hohen Tauern und der Oetztaleralpen mit ihren bis über 3500 m Höhe aufsteigenden Gipfeln in Ost-Westrichtung streichende Täler; allein vom einen zum andern gelangt man nur über Pässe; will man vom Osten her ins Gebirge eindringen, so ist der Eintritt aus dem bayrischen Donaauraum ins Inntal bei Kufstein immer noch die günstigste Lösung. Folgt man dieser Achse weiter, so gelangt man schließlich bei Martinsbruck ins Engadin und von dort über Chiavenna in die Lombardei, falls man nicht vorzieht, über den Arlbergpaß ins schweizerische Rheintal zu gelangen; indessen ist von dort ein weiterer Vorstoß ins schweizerische Mittelland entweder durch das Toggenburg oder über Sargans, beides unter den Kanonen dieser

Festung, nicht besonders einladend; um aber in den Raum des Bodensees und des Appenzellerlandes zu gelangen, sind die am Nordrande des Alpengebietes verlaufenden südbayerischen Achsen weit günstiger; allein vier voneinander unabhängige Hauptstraßen führen aus dem Raum München–Augsburg–Ulm gegen den Bodenseeabschnitt Bregenz–Lindau–Friedrichshafen, was viel mehr operative Möglichkeiten ergibt als die armselige eine Achse im Inntal. Südlich des Alpenkammes gelangt man aus jugoslawischem Gebiet durch das Tal der Drau ins Pustertal und nach Bozen, von wo die weiteren Verbindungen nach Italien führen; wollte man von dort durch das Vintschgau in und durch die Schweiz weiter vorstoßen, so müßte man über ein oder zwei Pässe vorgehen, um nur die große Achse Reichenau–Disentis–Oberalp–Furka–St. Maurice zu erreichen. Indessen sind diese auf Hunderte von Kilometern durchs Gebirge führenden isolierten Straßen ihrer zahlreichen Kunstbauten wegen an zur Zerstörung vorbereiteten Stellen oder aber durch Fliegerbombardierung, Fernbeschuß oder Sabotage leicht zu unterbrechen, wobei die zerstörten Stellen meist nicht umfahren werden können.

Bleiben schließlich noch die *südlich der österreichischen und schweizerischen Alpen* verlaufenden Ost-Westachsen. Sie führen aus dem Donauabschnitt Wien–Budapest–Belgrad einerseits nach Klagenfurt in Steiermark und von dort über Villach und durch die rund 50 km lange enge Gebirgsachse von Tarvis und Pontebba nach Udine, oder aber von Ljubljana durch die rund 45 km breite Lücke zwischen den julischen Alpen und dem Golf von Triest über den aus dem 1. Weltkrieg bekannten Isonzo nach Venetien und in die Lombardei, die beide ausgezeichnete strategische Manövrierfelder bilden.

Indessen ist die Basis für eine weitgehende Operation recht schmal; außerdem führt diese Achse durch den jugoslawischen Raum, in dem zunächst der Widerstand der dortigen Armee niederschlagen wäre, und der sich überdies wie kaum ein anderer für Partisanenkriegführung eignet. Die Versorgung einer von Osten her in Oberitalien eingedrungenen Armee wäre also recht prekär, solange es nicht gelänge, den Nachschub über das Meer heranzubringen. Einmal in Oberitalien, fände sich ein Invasionsheer vor die Frage gestellt, ob es weiter gegen die Westalpen nach Frankreich hinein vorstoßen und seine Flanke

Gebirge lassen nicht nur zwischen sich freie Lücken, die durch mehr oder weniger breite Flußtäler dargestellt sind, sondern sie verfügen auch über gut ausgebaute Übergänge in kleinerer oder größerer Anzahl. Sie sind also keine absoluten Hindernisse; allein ihre Steilheit, ihre meist dichte Bewaldung und die daherrührende geringe Zahl an Querverbindungen erschweren oder verunmöglichen den Einsatz starker Kräfte auf schmalen Raum; die Aussichten eines raschen und durchschlagenden Erfolges sind daher gering, soweit nicht der Verteidiger solche Räume vernachlässigt und nur dünn besetzt, wie dies 1940 und 1944 in den Ardennen der Fall war. Wir haben immerhin feststellen können, daß auch durch diesen Raum der deutschen Mittelgebirge, und zwar von Norden wie vom Donaubecken her, sehr brauchbare Operationsachsen an den 140 km breiten Rheinabschnitt Koblenz-Mannheim und von dort weiter ins Herz Frankreichs führen. Ist dieser Raum auch bei weitem nicht so günstig für große Operationen wie der nördliche, so ist er doch noch wichtig genug; im Jahre 1870 ist er allein benutzt worden, weil die verhältnismäßig beschränkten Kräfte weniger Raum erforderten und die Inbesitznahme der Kanalhäfen ohne Interesse war. Im Vergleich mit den Operationsachsen des norddeutschen und des mitteldeutschen Raumes bedeutet die südlich um den Schwarzwald herum und durch die burgundische Pforte führende Achse nur ein Nebengeleise, eine schmale Rinne gegenüber dem breiten Strombett und dem immer noch ansehnlichen Seitenkanal.

Blicken wir weiter südlich, so stellen wir fest, daß die österreichischen und schweizerischen Alpen sich einer Ost-Westoperation wie ein gewaltiger Wellenbrecher entgegenstellen, der die Fluten des Hochwassers in der Hauptsache nach Norden, teilweise vielleicht auch nach Süden, nach Oberitalien, abdrängt; das letztere Gebiet stellt allerdings eine Art von Staubecken dar, wo sich die Wasser verlaufen und in Stagnation übergehen können.

Es erhellt daraus, daß für eine Kriegführung des Ostens gegen den Westen oder umgekehrt kein besonderes Interesse besteht, das schweizerische Territorium zu benutzen; es stehen ausreichend Operationsräume zur Verfügung, die weit bessere Bedingungen aufweisen als unser Alpengebiet.

Es bleibt immerhin noch zu untersuchen, ob nicht doch vielleicht eine *Umgehung des Gegners durch unser Gebiet* für die eine oder andere Kriegspartei von Interesse sein könnte. Mit einer solchen Möglichkeit haben wir ja schon seit Jahrzehnten immer gerechnet. Es würde sich dabei um eine im Lichte der Gesamtkriegführung sekundäre Operation handeln. Gegen den Westen gerichtet, würde sie ausgeführt von Kräften, die zunächst einmal den süddeutschen Donaauraum erreicht hätten und von hier aus durch unser Land gegen Frankreich vorgehen würden. Eine derartige Operation würde also nicht in ostwestlicher, sondern in nordost-südwestlicher Richtung geführt. Sie wäre aber nicht nur von der nächsten wichtigen Operationsachse, derjenigen durch die Pfalz, über 200 km entfernt, sondern würde ihr gegenüber überdies in divergierender Richtung verlaufen. Es ist aber ein militärischer Grundsatz, die Kräfte nach Möglichkeit zusammenzufassen; divergierende Operationsrichtungen entsprechen diesem Grundsatz keineswegs. Ziel einer Operation durch die Schweiz müßte Lyon und das untere Rhonetal sein, da ein Austritt aus der Schweiz in Richtung gegen Besançon und Dijon wegen der Verhältnisse im Berner Jura und am Doubs, die wir später kennenlernen werden, großen Schwierigkeiten begegnet. Es ist aber kaum denkbar, daß eine Ostpartei eine Offensive gegen diesen Raum ausführen würde, ohne daß der französische Zentralraum, also die Gegend von Paris, und die Kanalküste, wenn nicht erreicht, so doch mindestens angegriffen wären. In diesem Fall ist es aber viel einfacher, die Offensive gegen Besançon-Lyon von Norden her, also nördlich um die Vogesen herum zu führen, wie dies seitens der Deutschen 1940 gemacht wurde.

Auch für eine Offensive von Südwesten nach Nordosten liegen die Verhältnisse wenig günstig. Abgesehen von den Schwierigkeiten des Eintrittes in die Schweiz zwischen Pontarlier und Delle ergibt es sich, daß der Austritt ins süddeutsche Gebiet sehr wenig aussichtsreich ist. Zwischen dem Kanton Schaffhausen und Basel müßte man nach der Überschreitung des Rheines in den Schwarzwald hinein angreifen, ein für rasche und entscheidungsuchende Operationen denkbar ungünstiges Gebiet. Es bleibt also für den Ausbruch nur der schmale Abschnitt zwischen Untersee und Schaffhausen in einer Breite von knapp 20 km, was für eine große Operation eine viel zu

schmale Basis darstellt. Ein Ausbruch in das Gebirgsgebiet des Voralberg wäre operativ unwirksam.

Zu der Unrentabilität derartiger Operationen kommt hinzu, daß das schweizerische Mittelland, d. h. der relativ am schnellsten zu durchstoßende Raum, außerordentlich schmal ist und zwischen Jura und Voralpen eine Breite von nur 20–30 km und darunter besitzt, in seinem Innern aber zahlreiche beträchtliche Hindernisse aufweist, auf die wir noch zu sprechen kommen. Aus diesen Gründen ist das Gebiet der Schweiz als Aufmarschraum für zum Vorstoß nach Südfrankreich oder umgekehrt nach Süddeutschland bestimmte Armeen keineswegs besonders günstig, selbst wenn wir ihn einer fremden Armee freiwillig zur Verfügung stellen wollten. Trotzdem könnte es kein Kriegführender dulden, daß dieses unser Schweizer Gebiet in die Hand des Gegners fiel.

So also liegen die Verhältnisse für unser Land im Hinblick auf die Möglichkeit eines Konfliktes zwischen Osten und Westen. Betrachten wir nun noch kurz die Verhältnisse und Möglichkeiten in bezug auf *Nord-Südoperationen*. Es liegt auf der Hand, daß eine Kriegspartei, die gleichzeitig in Deutschland und Ostfrankreich einer- und in Italien andererseits operiert, ein Interesse an den vorhandenen Querverbindungen hat. Aus dem süddeutschen Raum führt als wesentlichste Verbindung der Brennerpaß außerhalb unserer Grenzen insitalienische Gebiet. Daneben kommt noch die Straße durchs obere Inntal und über die Reschenscheideck in Betracht; beide vereinigen sich bei Bozen. Aus dem Raum von Bozen (Bolzano) ergeben sich verschiedene Möglichkeiten des Debouchierens in die Lombardei und nach Venetien zwischen Bergamo und Conegliano; außerdem zweigt von der Reschenscheideckstraße noch hart an unserer Grenze als allerdings vereinzelte Achse die Stilfserjochstraße mit ihrer Fortsetzung durchs Veltlin an den Comersee und auf Mailand ab. Die beiden Südtiroler Achsen haben den Vorteil, daß ihre Paßhöhen außerordentlich niedrig sind: Brenner 1362 m, Reschenscheideck 1507 m hoch. Hingegen ist das zu durchschreitende Alpengebiet sehr tief: vom Eintritt ins Gebirge südlich München bis zum Austritt westlich Verona mißt die Brennerroute rund 300 km, die Reschenscheideckroute gar 340 km. Beide Übergänge, im Winter gut benützlich, sind noch durch die lei-

stungsfähige Brennerbahn ergänzt. Diesen wenigen Nord-Südverbindungen im österreichischen Raum gegenüber verfügt die Schweiz über deren eine ganze Menge: Zunächst die Bündnerpässe, die aus dem Raum Landquart-Chur-Reichenau nach Italien führen, und zwar einerseits die östliche Gruppe, die über Flüela, Albula und Julier vorerst das Engadin erreicht und von dort über Ofenpaß, Bernina und Maloja gegen den Comersee führt, wobei freilich überall zwei Pässe zu überwinden sind, und andererseits die westliche Gruppe, bestehend aus Splügen, Bernhardin und Lukmanier, von denen der erstere ebenfalls an den Comersee, die beiden letzteren auf die Südrampe des Gotthard führen.

¶ Diese sämtlichen Routen haben den Nachteil, daß sie von Norden her nur über die beidseits des Rheins vom Bodensee her führenden Straßen erreichbar sind, die zudem zwischen Landquart und Chur in eine einzige zusammenlaufen; diese Verhältnisse bedeuten aber für die Operationen auf den vorgenannten Achsen eine ebensolche Hemmung wie eine eingeleisige Strecke in einem sonst mehrgeleisigen Bahnnetz. Dazu ist diese Achse durch unsere große strategische Festung Sargans sehr nachhaltig gesperrt. Immerhin ließe sich, wenn diese Hemmnisse überwunden wären, eine konzentrische Aktion gegen den Comersee auf mehreren Achsen durchführen. Weiter im Westen liegt sodann der Gotthard, die weitaus kürzeste Verbindung zwischen Süddeutschland und der Lombardei. Das für die Überquerung des Gotthardpasses zu durchschreitende Gebirgsgelände mißt von Zug bis Lugano nur knapp 200 km, also längst nicht so viel als etwa die Brenneroute. Schließlich folgen noch, unter sich durch weite Entfernungen getrennt, die beiden Walliserpässe Simplon und Großer St. Bernhard. Dieses reiche Paßstraßennetz wird schließlich durch die beiden leistungsfähigen Bahnen über Gotthard und Simplon ergänzt. Gegenüber Brenner und Reschenscheideck sind die Schweizer Achsen kürzer, hingegen durchweg über 2000 m hoch und daher im Winter und bis tief in den Frühsommer hinein nur mittels besonderer Vorkehrungen und unter großen Vorsichtsmaßnahmen benützbar. Sind einerseits also diese Achsen für eine gleichzeitig in Süddeutschland und in Italien operierende Macht von großer Bedeutung, so ist doch der Zugriff auf sie außerordentlich schwierig, wenn sie auch nur

einigermaßen verteidigt sind. Insbesondere muß ein Angreifer damit rechnen, daß der Verteidiger imstande sein wird, mindestens einen Teil der vorbereiteten Zerstörungen an Brücken, Stützmauern, besonders aber in den großen Tunnels auszulösen und damit diese Achsen für viele Monate unbrauchbar zu machen. Dazu kommt noch, daß diese sämtlichen Nord-Südachsen durch unsere drei großen Festungen Sargans, Gotthard und St. Maurice gesperrt sind. Unter diesen Umständen stellt sich für die in Süddeutschland und Italien gleichzeitig operierende Kriegspartei die Frage, ob es nicht vorteilhafter ist, auf den Zugriff mit dem unsicheren Ergebnis zu verzichten und dafür die Gotthard- und die Simplonbahn für den rein zivilen Güterverkehr zu benützen. Das ist denn auch die Lösung, die Hitlerdeutschland, sicher nicht aus Freundschaft für uns, gewählt hat. Dadurch, daß über unsere Linien ein Güterverkehr ziviler Natur ging, der ebenso gut der Versorgung der deutschen Streitkräfte in Italien wie derjenigen der Zivilbevölkerung dienen konnte, war es Deutschland möglich, die Brennerbahn vorwiegend, wenn nicht gar ausschließlich, für Truppen- und Kriegsmaterialtransporte zu reservieren.

Man darf diesen Darlegungen wohl noch beifügen, was kein Geringeres als der amerikanische Generalstabschef des zweiten Weltkrieges, General Marshall, in seinem Bericht an den amerikanischen Kriegsminister sagt: «Sogar trotzdem wir uns nun solid in Nordafrika festgesetzt hatten, war ein Versuch, Deutschland von Süden her quer über die Alpenbarriere niederzuringen, undurchführbar. In den ungezählten Kriegen Europas hat gegenüber energischem Widerstand niemals eine erfolgreiche Überschreitung der Alpen durchgeführt werden können.» Bei diesem Zitat erinnern wir uns des abenteuerlichen Zuges des russischen Generals Suworoff, der nach überraschender Eroberung des Gotthard am Alpenausgang starken Widerstand fand, über Kinzigkulum, Pragerl und Panixer ausweichen mußte und mit vollkommener zerrütteter Armee im Vorderrheintal anlangte, trotzdem er noch kein so schweres Kriegsmaterial besaß, wie wir es heute haben, das die Benützung von Motorfahrzeugen für den Transport und von Straßen für deren Verschiebung erfordert.

Die Schlußfolgerung aus diesen Betrachtungen lassen sich wie folgt zusammenfassen:

In einem Konflikt zwischen Osten und Westen, der zu kriegerischen Operationen in Mitteleuropa führen würde, besteht vom strategischen Gesichtspunkt aus für keine der beiden Kriegsparteien auch nur die geringste Veranlassung, das schweizerische Territorium zu benützen. Die großen natürlichen Operationsachsen verlaufen weit außerhalb unseres Landes; sie bieten ganz andere Möglichkeiten als das Sich-Durchzwängen durch unsern engen und mit Hindernissen gespickten Raum. Einzig die Nord-Südverbindungen durch die Schweiz können für Heere, die gleichzeitig in Süddeutschland und Italien operieren, von strategischem Interesse sein; die Wahrscheinlichkeit, sie wirklich rechtzeitig benützen zu können, ist jedoch, solide Verteidigung auf unserer Seite vorausgesetzt, so gering, daß auch diese Operation die Risiken nicht lohnt.

In diesen Tatsachen liegt die Begründung, weshalb wir weder 1914–1918, noch 1939–1945 angegriffen worden sind, während andere kleine neutrale Länder überrannt wurden, und dies selbst trotzdem im zweiten Weltkrieg von nationalsozialistischer Parteilinie immer zum Krieg gegen uns gehetzt wurde. Aber sogar Hitler hat sich wohl Rechenschaft darüber gegeben, daß ein Angriff auf die Schweiz eine nutzlose Kräfteverschwendung und Belastung der eigenen Kriegführung bedeute, um so mehr als nach dem erhofften Endsieg die «Eingliederung» der Schweiz ja wohl wesentlich leichter gewesen wäre.

In diesen Verhältnissen liegt aber auch die Begründung für unsere immerwährende Neutralität, die von der Neutralität anderer europäischer Staaten grundverschieden ist. Neutralität ist schwacher Schutz für ein Land, das, wenn ich mich so ausdrücken darf, in der Flugbahn wichtiger, wenn nicht gar entscheidender Operationsachsen liegt. Der Angreifer wird eben höchst wahrscheinlich diese Achsen benützen, ohne Rücksichten auf Verträge und Erklärungen. Handelt es sich aber, wie im Falle der Schweiz, um eine *Bastion*, die *anzugreifen strategisch unrentabel* ist, so wird ein militärisch klar denkender Oberbefehlshaber dieses Land nicht angreifen, solange er sicher ist, daß es nicht in der einen oder andern Form dem Feinde anheimfällt, es wäre denn, seine militärischen Maßnahmen würden durch außermilitärische Erwägungen bestimmt. Würden wir aber

unsere Neutralität aufgeben und uns einer Kriegspartei anschließen, dann müßte deren Gegner unser Land angreifen, ob er wollte oder nicht. Gerade deshalb ist das Vertrauen in unsere integrale Neutralität schon im Frieden und erst recht im Kriege von so entscheidender Bedeutung für unsere Sicherheit.

Aus den bis anhin vorgebrachten Darlegungen geht hervor, daß die oft gehörte Behauptung, in einem nächsten Kriege werden wir nicht wieder neutral bleiben können, der Begründung entbehrt. Allein es wäre sehr gefährlich, daraus schließen zu wollen, daß ein Angriff auf unser Land etwa überhaupt außer Betracht falle.

Trotz der vorhin geschilderten Verhältnisse, die schon immer bestanden, hat uns Frankreich 1798 angegriffen und hat gegen Ende des 19. Jahrhunderts ein italienischer Generalstabschef den Deutschen vorgeschlagen, im Falle eines Krieges mit Frankreich drei italienische Armeekorps durch die Schweiz hindurch an den linken Flügel des deutschen Heeres ins Elsaß zu verbringen. Und umgekehrt bestand während des ersten Weltkrieges im alliierten Hauptquartier die beständige Befürchtung, die Deutschen könnten durch die Schweiz hindurch Truppen in den Rücken der italienischen Armee führen. Zwar haben sowohl die deutschen politischen und militärischen Stellen als auch König Viktor Emanuel den erwähnten Vorschlag des italienischen Generalstabschefs abgelehnt, und auch der von den Alliierten in den Jahren 1916 und 1917 befürchtete Durchstoß deutscher Truppen durch die Schweiz ist nicht versucht worden; aber die Tatsache bleibt bestehen, daß sie von hochgestellten Persönlichkeiten mindestens in Erwägung gezogen worden sind, und zwar trotzdem die Aussichten auf raschen Erfolg bei dieser Alpenüberquerung recht gering waren.

Aber auch *wirtschaftliche oder ideologische Gründe* können einen Angriff auf ein Land als interessant erscheinen lassen. Man braucht sich bloß an die Bedeutung zu erinnern, die im letzten Krieg das Bergbau- und Industriegebiet des Donezbeckens, die Kornkammer der Ukraine, und die Ölquellen des Kaukasus in Rußland, die Petrolfelder von Ploesti in Rumänien und das Ruhrgebiet in Deutschland hatten, um sich Rechenschaft von dem Einfluß von Bodenschätzen und Industriegebieten auf die Operationen zu geben. Die Schweiz

besitzt keine nennenswerte Bodenschätze; unsere weiße Kohle läßt sich nicht beliebig abtransportieren und ihre Produktions- und Transporteinrichtungen sind leicht sehr gründlich zu zerstören. Unsere Industrie kennt keine riesigen Konzentrationen wie in den bereits erwähnten Ländern, und sie dürfte als Ganzes keine wesentliche Bereicherung des Kriegspotentials einer Mächtegruppe bilden, selbst wenn sie unbeschädigt in deren Besitz fiele, was nicht gerade wahrscheinlich ist. Auch die Goldreserven unserer Nationalbank dürften einen Angriff nicht lohnen.

Bleibt also schließlich die rein *ideologische Ursache* eines Angriffes gegen uns. Hier liegen allerdings vielfache Möglichkeiten vor, denen mit vernünftigen Überlegungen nicht beizukommen ist. Im Zeitalter der Schlagworte, der Massensuggestion, der Propaganda aller Art bilden Ideologien, die uns fremd und zuwider sind, eine sehr ernste Gefahr für unser Land.

Wir sind 1798 von den Franzosen vorwiegend aus ideologischen Gründen angegriffen worden; abgesehen von der von Bonaparte als notwendig befundenen direkten Verbindung über den Simplon nach Italien sprachen keinerlei militärische Gründe dafür. Wesentlich mitbestimmend war aber überdies bei dem Angriffsplan, daß die beiden damals maßgebenden Männer, nämlich Bonaparte und der Direktor Reubel, die militärische Widerstandskraft der Schweiz gering einschätzten. «Les Suisses d'aujourd'hui ne sont plus les hommes du XIV^{me} siècle» heißt es einmal in einem Briefe Bonapartes. Ideologische Motive, nämlich die Unterstützung derjenigen Kreise, die eine Restauration des «ancien régime» anstrebten, waren es auch, die im Jahre 1814 den österreichischen Staatskanzler Metternich bestimmten, entgegen dem Rate des erfahrenen Strategen Gneisenau starke österreichisch-russische Kräfte durch die Schweiz nach Frankreich hinein marschieren zu lassen, auch damals in Erkenntnis unserer militärischen Schwäche.

Im Gegensatz dazu sagt das offizielle deutsche Geschichtswerk über den ersten Weltkrieg im Zusammenhang mit dem Plan des deutschen Generalstabschefs Schlieffen zum Durchmarsch durch Belgien: «Eine operative Umgehung durch die Schweiz lehnte Graf Schlieffen ab, weil dort ein kriegsbereites Heer niederschlagen und die befestigten

Jurapässe zu bewältigen waren, während Luxemburg keine Armee besaß und Belgien im Falle bewaffneten Widerstandes voraussichtlich seine verhältnismäßig schwache Armee in seine Festungen zurückziehen würde.» Und im zweiten Weltkrieg hat der große Kräftebedarf, der von den leitenden militärischen Stellen für eine Eroberung der Schweiz errechnet wurde, sicher wesentlich dazu beigetragen, daß wir trotz allem Drängen der nationalsozialistischen Partei nicht angegriffen wurden.

Nachdem wir nun die Schweiz von außen her, gewissermaßen mit den Augen eines ausländischen Feldherrn oder Staatsmannes betrachtet haben, möge noch eine kurze *Betrachtung von innen* her folgen. Zunächst ist einmal festzuhalten, daß die *militärpolitische Lage rund um unser Land* gegenüber derjenigen vor dem ersten oder vor dem zweiten Weltkrieg vollkommen verändert ist. Die europäische Gleichgewichtspolitik von vor 1914, die auf Allianzen verschiedener hochgerüsteter Großmächte beruhte, ist endgültig vorbei. An ihre Stelle ist der Gegensatz zweier Blöcke getreten, die maßgebend von zwei außereuropäischen Mächten geleitet werden, denn auch Rußland ist mit der weit überwiegenden Mehrheit seines Territoriums und seinem Charakter nach nicht eine europäische, sondern eine asiatische Macht. Ein isolierter Krieg einer Nachbarmacht gegen uns, wie wir ihn vor 1914 als Normalfall annahmen und auch noch nach dem ersten Weltkrieg als denkbar erachteten, kommt überhaupt nicht mehr in Frage, abgesehen davon, daß keiner unserer Nachbarn in der Lage wäre, die hierzu erforderlichen Kräfte zu stellen. Aber gerade dieser letztere Umstand ist für uns keinesfalls beruhigend, denn er bedeutet, daß die umliegenden Länder über nur ungenügende oder gar keine Mittel verfügen, um einen Angriff auf ihr Gebiet abzuwehren. Am wenigsten Bedenken erweckt in dieser Hinsicht Italien, das im Osten wie im Westen verhältnismäßig kurze Landgrenzen hat und gegenwärtig beachtliche Wehranstrengungen macht. Viel bedenklicher ist für uns die Leere des deutschen Raumes, der auf die beiden Blöcke aufgeteilt ist und über keine autochthone Verteidigung verfügt. Auch wenn man davon absieht, daß die zur Zeit in diesem Raum stehenden alliierten Truppen für dessen solide Verteidigung zu schwach sind, ist es immer unerfreulich, wenn der Schutz eines Ge-

bietet fremden Truppen überlassen werden muß, die naturgemäß an dieser Aufgabe nicht dasselbe Interesse haben wie die eigenen. Die Geschichte unserer Eidgenossenschaft bietet zahlreiche Beispiele dafür, daß die gegenseitige Hilfeleistung selbst naher Verbündeter sehr zu wünschen übrig läßt, solange ihre Streitkräfte nicht straff zusammengefaßt sind, wie dies in unserem heutigen Bundesstaat der Fall ist. Es kann bestimmt nicht unsere Sache sein, zu Fragen wie die der Europaarmee oder der Wiederbewaffnung Deutschlands Stellung zu nehmen, allein wir müssen doch zur Abklärung unserer eigenen Lage feststellen, daß Deutschland zwar nicht mehr ein vollkommenes militärisches Vakuum, aber immerhin noch einen Raum geringer Widerstandskraft darstellt. Es muß demnach damit gerechnet werden, daß sich bei einem allfälligen Konflikt Kampfhandlungen nicht etwa fern im Osten, sondern sehr nahe unserer Grenze abspielen würden; wie große Teile unserer Grenzfronten an den einen oder anderen der Gegner angrenzen würden, ist natürlich nicht vorauszusehen. Eine Bedrohung unseres Landes ist also auf einer oder mehreren Fronten möglich; schlimmstenfalls müßte sogar, wenn auch nicht sofort, wiederum mit einer völligen Einschließung durch eine Kriegspartei gerechnet werden.

Wenn wir uns nun fragen, welches das *operative Ziel eines Angriffes* auf unser Land wäre, so muß man auf die Bedeutung unseres Mittellandes hinweisen, in dem der größte Teil unserer Bevölkerung wohnt, wo in der Hauptsache unsere landwirtschaftlichen Produktionsgebiete und unsere Industrien, sowie die meisten unserer politischen und kulturellen Zentren liegen. Ein Gegner könnte sich damit begnügen, das Mittelland und den Jura zu besetzen und die ins Reduit zurückgegangenen Teile der Armee dort einfach abzuschließen und sie allenfalls auszuhungern, falls es gelänge, sie völlig einzukreisen.

Im Mittelland ist Bern das entscheidende operative Ziel, wobei nicht etwa seine Eigenschaft als Hauptstadt die wichtigste Rolle spielt. In einem so ausgesprochen föderalistischen Staat wie die Schweiz es ist, kommt der Hauptstadt die große politische und psychologische Bedeutung nicht zu, wie etwa im straff zentralistischen Frankreich. Allein Bern, das ja seine Gründung durch Berchtold V. von Zähringen vor allem seiner strategischen Lage verdankt, bildet

wirklich das Zentrum des Mittellandes. Es beherrscht die wichtigen Übergänge über die Aare dort, wo diese aus dem Voralpengebiet in die Ebene austritt und bildet einen der Eckpunkte des Dreiecks, das ferner durch Olten und Biel umschrieben wird und das einen der seltenen, verhältnismäßig offenen und ebenen Manövrierräume der Schweiz umfaßt. Als erstes operatives Ziel vor Beginn eines Vorstoßes auf Bern kann bei einem Angriff von Norden her auch Luzern in Frage kommen. Stößt ein Gegner bis dorthin vor, so durchschneidet er sämtliche im Mittelland und in den Voralpen verlaufenden Verbindungen zwischen Osten und Westen unseres Landes, deren südlichste aus dem Appenzellerland über den Ricken, den Rapperswiler Damm-Arth-Luzern-Entlebuch-Bern oder Brünig-Brienz-Interlaken-Zwiesimmen-Col des Mosses an den Genfersee führt. Es bleiben uns in diesem Falle nur noch die Verbindungen über den Sustenpaß und über Oberalp und Furka.

Für den *Vorstoß von Norden, Nordosten und Nordwesten* ins Mittelland ist es zunächst notwendig, daß ein Gegner den Raum Zürich-Aarau-Olten gewinnt. Hierzu stehen verschiedene, unter sich nicht eng zusammenhängende Einbruchsräume zur Verfügung.

Zunächst bildet die *Nordostschweiz* ein *erstes Ziel* eines Angreifers. Dieses verhältnismäßig offene und kommunikationsreiche Gebiet kann einerseits zwischen dem Säntismassiv und dem Bodensee über die Appenzellerpässe, anderseits zwischen Untersee und Tößmündung in Richtung Winterthur angegriffen werden; beide Angriffsstreifen sind etwa 20 km breit; in der ersteren Richtung sind die tief eingeschnittenen Wasserläufe der Sitter und der Urnäsch, sowie der Goldach und der Steinach zu überwinden, während in der letzteren die steilen Waldmassive des Stammheimer Berges, des Kohlfirst und des Irchel starke Stützpfiler einer Verteidigung bilden. Zwischen beiden verläuft noch die Achse über Konstanz-Kreuzlingen, wo leider infolge der Uneinigkeit der Eidgenossen früherer Jahrhunderte deutsches Territorium bis auf das linke Rheinufer reicht. Dieser Einbruchsraum ist trotz seiner geringen Breite und trotz unseres dort befindlichen Befestigungsgürtels eine heikle Stelle unserer Nordfront.

Bodensee und Untersee bilden solide Hindernisse, wobei freilich die

Insel Reichenau und die geringe Breite bei letzterem ein Landungsmanöver erleichtern.

Alle diese Achsen führen zunächst auf die Töb, die, als Gewässer an sich unbedeutend, wegen der sie namentlich auf der Südseite begleitenden steilen Waldhöhen ein erhebliches Hindernis darstellt; Motorfahrzeuge und Panzer werden fast ausschließlich auf die nicht besonders zahlreichen Straßen verwiesen.

Das Töbhindernis kann freilich umgangen werden, indem ein Gegner, den Rhein bei Eglisau und Kaiserstuhl überschreitend, durch das untere Glattal auf das nur 27 km entfernte Zürich vorstoßen würde. Sind einmal die den Rhein beherrschenden steilen Waldhöhen genommen und überschritten, so bietet das Glattal viel freien Manövrierraum. Die hier liegenden Flugplätze von Kloten und Dübendorf sind zudem sehr geeignet für Luftlandungen. Auch hier handelt es sich um eine Achse, der der Verteidiger seine besondere Aufmerksamkeit schenken muß.

Ein nächster Einbruchsraum liegt *beidseits der unteren Aare*, wobei etwa aus der Front Reckingen–Laufenburg konzentrisch gegen die nur 10–13 km entfernte Linie Baden–Brugg vorgegangen würde, freilich durch ein Gelände mit wenig wegsamen Waldhöhen.

Alle bisher erwähnten Einbruchsachsen führen gegen die Limmat von Zürich bis zur Mündung. Diese bildet recht eigentlich das Eingangstor zum zentralen Teil des Mittellandes. Die waldigen Höhen, die den Fluß im Süden begleiten, machen ihn zu einem respektablen Hindernis. Entscheidend wichtig sind die beiden Flügelpunkte, der Raum von Zürich–Dietikon und der Raum von Brugg, dessen strategische Bedeutung schon von den Römern erkannt worden ist, wie das Legionslager von Vindonissa beweist. Ein Gegner, der über den Mutschellen nach Bremgarten oder der untern Aare entlang in die Gegend von Brugg gelangen würde, hätte von dort durch das breite und offene Reußtal eine verhältnismäßig leichte Möglichkeit einer Operation auf Luzern.

Die an sich starke Limmatbarriere kann im Osten umgangen werden auf einer Achse, die aus dem früher erwähnten ostschweizerischen Einfallraum durch das Appenzellerland ins Toggenburg und von dort über den Ricken an den Rapperswiler Seedamm oder die Linth

brücken führt. Einmal aufs linke See- oder Linthufer gelangt, könnte ein Gegner entweder seeabwärts stoßen oder aber durch die Lücke zwischen Oberalbis und Hoher Rone und nördlich am Zugersee vorbei an die Reuß vorgehen. Immerhin handelt es sich um eine isolierte Achse, die auf lange Strecken in sehr durchschnittenem und leicht zu sperrendem Gelände verläuft.

Rheinabwärts des Einbruchsraumes an der unteren Aare führen Achsen aus dem Abschnitt Laufenburg-Säckingen ins Becken von Frick und von dort über die Staffelegg und kleinere Nebenübergänge in die Gegend von Aarau. Wiewohl die Entfernung zur Aare in Luftlinie nur 15–20 km beträgt, handelt es sich um den Durchbruch durch das schwierige Gebiet des Tafeljura, wo die meisten Straßen kilometerlang durch enge Täler verlaufen, die von teilweise stark bewaldeten Höhen begrenzt sind. Dasselbe gilt in noch ausgesprochenerem Maße von den Einbruchsachsen, die zwischen dem großen und unwegsamen Waldmassiv des Buschberges und Thiersteinberges und Basel verlaufen. Zwar findet hier ein Gegner in der Rheinschleife von Möhlin-Rheinfeldern ein günstiges Sprungbrett für einen Angriff; allein nach Überwindung des stark bewaldeten Höhengeländes südlich davon und Inbesitznahme des Ergolztals folgt erst das schwierige Sich-Durchfressen durch die engen Juradefileen und das Höhengelände gegen den unteren Hauenstein und den Nebenübergang der Schafmatt, die beide auf Olten ausmünden, oder gegen den oberen Hauenstein und die Juraklus von Balsthal auf Önsingen.

Es kann also festgestellt werden, daß nur schon das Erreichen der Linie Zürich-Aarau-Olten mit dem Überwinden zahlreicher Hindernisse verknüpft ist. Von dort aus ist der *Vorstöß Richtung Bern* jedoch wiederum nicht leicht. Zwar ist gegenüber einem Angreifer, der die Höhen südlich der Limmat im Besitz hat, die Reuß nur schwer zu halten, da sie in einem breiten und relativ offenen Tale verläuft. Nach Überschreitung dieses Flusses stößt jedoch eine Operation in allgemeiner Richtung parallel zur Aare auf neue, starke Hindernisse, indem zwischen den Tälern der Bünz, der Hallwiler Aa, der Wyna, der Suhre, der Wigger und der Roth-Langeten, die sämtlich von Süden nach Norden ziehen, Ketten steiler Waldhöhen liegen, die sich zwischen 200–400 m über die Talsohlen erheben, den Einsatz von Panzern und

mechanisierten Kolonnen auf wenige, leicht zu sperrende Straßen beschränken und den Gegner auch für den Einsatz großer Artilleriesmassen vor nicht leicht zu lösende Probleme stellen. Erst nach Erreichen von Herzogenbuchsee gelangt ein Gegner in ein Gelände, das ihm einigermaßen ein Manövrieren mit modernen motorisierten Mitteln erlaubt. Es muß dabei beachtet werden, daß das mächtige Massiv des Napf, dieses absoluten Operationshindernisses, mit dem nördlich davon gelegenen Höhengelände die sogenannte Hochebene in seinem Bereich auf kleinsten Raum zusammendrängt; in der Gegend von Olten besteht hier sogar ein eigentliches Engnis, das selbst die Bahn Zürich-Bern in einen Tunnel zwingt.

Betrachten wir nun die Möglichkeiten eines Gegners, der die Schweiz aus dem französischen Raum angreifen wollte, so stellen wir fest, daß sämtliche Angriffsachsen mit Ausnahme derjenigen von Genf den *Jura* überschreiten müssen, und zwar teilweise in seinen schwierigsten Partien. Es gibt hier zwei wesentliche Operationsräume, die übrigens schon von den Franzosen 1798 benützt wurden. Der erste führt aus dem Raum Mülhausen-Belfort-Besançon zunächst gegen den Abschnitt Basel-Pruntrut und von dort über den oberen Hauenstein, den Paßwang, durch das Becken von Delsberg, die Juraklusen von Choindez, Gänsbrunnen oder Glovelier-Sonceboz und Taubenloch gegen die Linie Önsingen-Solothurn-Biel. Wer diese Juraklusen schon einmal durchfahren hat, gibt sich, ohne Fachmann zu sein, darüber Rechenschaft, welche Schwierigkeiten sich dort der modernen motorisierten Kriegführung entgegenstellen. Die andere Hauptstoßrichtung führt in den Korridor zwischen Neuenburger- und Genfersee und von dort über Freiburg auf Bern. Zwischen beiden bildet auf fast 50 km Länge von St. Ursanne bis Les Brenets der in einem nahezu 300 m tiefen, steileingeschnittenen und felsigen Tal verlaufende Doubs ein fast absolutes Hindernis, das nur an wenigen Stellen überschritten werden kann und so das offene Manövriergelände der *Franches Montagnes* deckt. Ein Angreifer muß hier schon versuchen, zwischen dem Doubs und dem Neuenburgersee durchzustoßen, um entweder über La Chaux-de-Fonds und das St. Immortal gegen die Klus von Sonceboz, die Taubenlochschlucht und Biel vorzugehen, oder nach Eroberung der Paßübergänge von La Vue des Alpes und

La Tourne Neuenburg zu erreichen, von wo er versuchen könnte, das rund 6 km breite Engnis zwischen Bielersee und Neuenburgersee zu forcieren, indem die Zihl überschritten und der sie beherrschende Jolimon erobert würde. Diese Achse bietet freilich nur für relativ schwächere Kräfte Raum. Wohl die schwächste Stelle unserer Westfront liegt im westlichen Operationsabschnitt, und zwar im Raum von Ste. Croix-Vallorbe, wo der in unserem Besitz befindliche Teil des Jura nur etwa 10 km tief ist und das Gelände von der Grenze her gegen Yverdon und die breite Ebene der Orbe abfällt. Die hierher führenden Achsen vereinigen sich vor den die Orbe und die Venoge im Osten begrenzenden Hochplateaus mit den weniger bedeutenden, die beidseits des Mont Tendre-Massivs in die Gegend westlich Lausanne führen und mit der von Genf her dem See entlang verlaufenden *Hauptachse*. Die Kurzsichtigkeit der Eidgenossen des XVI. Jahrhunderts, die die zielbewußte bernische Politik nicht unterstützten, hat die sämtlichen Genf beherrschenden Höhen Frankreich ausgeliefert, so daß diese Stadt des Schutzes durch das Gelände weitgehend entbehrt. Trotzdem stehen auch dem Vorstoß in dem nur wenige Kilometer breiten Streifen zwischen Jura und Genfersee nicht geringe Schwierigkeiten entgegen, indem die tief eingeschnittenen Bachläufe der Promenthouse und der Aubonne überschritten werden müssen. Alle Achsen, die zwischen Neuenburger- und Genfersee verlaufen, stoßen zunächst auf die durchweg von meist bewaldeten Steilhängen begrenzten Westränder des Plateaus von Echallens, später dann auf das Hindernis, das durch das tiefeingeschnittene, bewaldete und felsige Tal der Mentue, das Waldgebiet des Jorat und den Einschnitt der Paudèze gebildet wird. Nach Überwindung dieses Hindernisses steht die Möglichkeit des Vorstoßes über Payerne auf Murten, oder aber auf Romont-Freiburg-Bern offen. Im letzteren Falle müssen aber hintereinander die Broye, die hier ein ganz erkleckliches Hindernis bildet, und die im tiefen, felsigen Einschnitt verlaufende Saane überschritten werden. Die Zeit erlaubt mir nicht, noch näher auf die Bedeutung des operativen Raumes Thun-Bern-Biel-Murten-Freiburg einzugehen, die durch den Zusammenfluß und Verlauf so beträchtlicher Hindernisse, wie es Aare, Saane und Sense sind, bedingt ist.

Zusammenfassend kann festgestellt werden, daß unser Mittelland,

das wir gelegentlich als Hochebene bezeichnen, mit einer Ebene nichts zu tun hat, sondern ein enger, von zahlreichen, sehr respektablen Hindernissen durchzogener Korridor ist, der sich mit den meisten klassischen Schlachtfeldern Europas gar nicht vergleichen läßt. Auch ein Laie wird dies verstehen können, wenn er zum Beispiel bei einer Fahrt von Rorschach nach Genf das Gelände aufmerksam betrachtet und es etwa mit dem vergleicht, was er auf dem größten Teil einer Fahrt nach Paris oder einer solchen durch Norddeutschland oder die Lombardei erblickt, wo sich überall kilometer- und kilometerweit vollkommen hindernislose Ebenen dehnen.

Es bleibt mir nur noch kurz übrig, von unsern *Alpengrenzen* zu sprechen. Die wesentlichsten Einbruchsachsen sind, allerdings als Durchmarsch- und Ausfallachsen, schon im ersten Teil meines Vortrages kurz behandelt worden. Jede moderne Kriegführung kann ohne leistungsfähige Straßen nicht auskommen, da das ungeheure Kriegsmaterial, das heute mitgeführt werden muß, auf längere Strecken nur durch zahlreiche Motorfahrzeugkolonnen transportiert werden kann. Der Kampf auf schneeigen Gipfeln kann also nur den Sinn haben, von dort aus solche Straßen zu öffnen, soweit es dem Verteidiger überhaupt nicht schon gelungen ist, sie an schwer reparierbaren Stellen zu zerstören. Man kann sich von diesen Verhältnissen einen Begriff machen, wenn man weiß, daß moderne operative Panzerverbände Kolonnenlängen bis zu 300 km haben, was etwa der Entfernung zwischen Zürich und Genf entspricht. Zudem müßten mit Ausnahme des Gotthardmassives überall zwei Alpenketten durchquert oder aber die durch unsere große Festungen Sargans und St. Maurice gesperrten Alpenausgänge forciert werden, bevor man von Süden oder Südosten her ins Mittelland gelangen könnte. Eine Eroberung der Schweiz von dieser Seite her hat keinerlei Aussicht auf Erfolg, wenn wir uns in den Bergen, und selbst mit verhältnismäßig schwachen Kräften, zur Abwehr stellen.

Schließlich noch ein Wort zum *Reduit*, das bei uns zeitweise eine beinahe mythische Bedeutung hatte. Der Bezug des Reduit ist eine für eine ganz bestimmte Kriegslage und auf die damalige Bewaffnung unserer Armee zugeschnittene Lösung und kann unmöglich als Patentlösung für alle Fälle gelten. Selbstverständlich wird unser Gebirgs-

gebiet immer die Bedeutung eines Reduit, eines letzten Bollwerkes, behalten, das bezogen wird, wenn alle andern Möglichkeiten erschöpft sind, so etwa wie der Bergfried in der mittelalterlichen Burg. Man wird aber auch die Schwierigkeiten einer Reduitlösung nicht verkennen, die in dem Mangel an Unterkunft, in der Ressourcenarmut und darin liegen, daß die wenigen inneren Verbindungen der Unterbrechung durch Fliegerbombardierung sehr ausgesetzt sind, was eine schwere Behinderung von Kampfführung und Versorgung bedeutet.

Die strategische Beurteilung eines Landes kann nicht abgeschlossen werden, ohne auch die *Luftkriegführung* zu berücksichtigen. Bei der Reichweite moderner Bomber ist unser Land, wie schon der letzte Krieg gezeigt hat, auch von weit abgelegenen Flugplätzen her erreichbar. Wir bieten freilich der strategischen Bombardierung weniger Ziele als andere Länder, weil ausgedehnte Industriegebiete nicht vorhanden sind und wir ohnehin nicht damit rechnen dürfen, nach Ausbruch von Feindseligkeiten in nennenswertem Maße weiter zu produzieren. Für Flugzeuge geringerer Reichweite, wie sie für den Eingriff in den Erdkampf benützt werden, stehen ausreichend Flugplätze in den umliegenden Gebieten zur Verfügung. Auf unserem eigenen Gebiet können für ausländische Kampfflugzeuge modernen Typs nur die Flugplätze von Cointrin und Kloten dienen, deren Benützung wir dem Gegner hoffentlich für längere Zeit verwehren können. Unsere eigenen, im Reduit gelegenen Flugplätze bieten der Benützung durch fremde Flieger erfahrungsgemäß große Schwierigkeiten. Man darf wohl annehmen, daß feindliche Flieger außer gegen unsere Truppen wohl in erster Linie gegen unser Verkehrsnetz eingesetzt würden, das, wie aus den früheren Betrachtungen hervorgeht, zahlreiche verletzliche Stellen enthält. Die Notwendigkeit, dieses Netz nachher selbst benützen zu müssen, kann hier freilich im Sinne einer gewissen Zurückhaltung wirken. Schließlich darf noch gesagt werden, daß unsere meteorologischen Verhältnisse und unser Gelände mit den zahlreichen Erhebungen fremden Fliegern allerhand Schwierigkeiten bereiten und ihren Einsatz oftmals stark behindern oder zeitweise sogar ausschließen.

Im übrigen darf daran erinnert werden, daß die Gesamtlage bei der Luftkriegführung in viel höheren Maße dafür bestimmend ist, was ein

Gegner gegen uns unternehmen kann, als dies bei der Erdkriegführung der Fall ist. Die Flugplätze, von denen aus Luftangriffe auf unser Land gestartet würden, hätten natürlich ebenso gut zu Aktionen gegen den Hauptgegner unseres Angreifers zu dienen; dieser müßte sie daher in seinem eigensten Interesse durch nachdrückliche und wiederholte Bombardierung ausschalten. Solange nicht eine der beiden Luftmächte gänzlich geschlagen wäre, könnten wir mit einiger Sicherheit auf diese indirekte Unterstützung rechnen.

Wenden wir uns nun noch abschließend jenem für die strategische Bewertung unseres Landes so entscheidend wichtigen Faktor zu, der nicht einfach naturgegeben ist, sondern von uns weitgehend gestaltet werden kann, unserer *Armee*. Gewiß, unser Land ist eine natürliche Festung, die zentrale Bastion Europas. Aber noch niemals hat sich eine Festung selbst verteidigt, und auch für unser Land gilt der Satz, daß selbst die stärkste Festung nur so viel wert ist, wie die Männer, die sie verteidigen. Wird diese Besatzung ihrer Aufgabe gewachsen sein? Wir glauben, es mit gutem Gewissen bejahen zu können. Zahlenmäßig bringen wir sehr respektable Kampfkräfte auf, die für unseren engen Raum genügen. Unsere Bewaffnung und Ausrüstung ist modern, und wenn wir auch nicht sämtliche Waffen besitzen, die manche fremde Heere mitführen, so sind doch die meisten davon in für unsere *Armee* ausreichender Zahl vorhanden oder in Beschaffung begriffen, und zwar, wie man ohne Überheblichkeit sagen darf, in vorzüglicher Qualität. Unsere Ausbildung ist, wie wir im Vergleich mit dem Ausland immer wieder feststellen können, auf dem rechten Wege, und wir streben sie immer weiter zu verbessern. Und wir glauben auch sagen zu dürfen, daß der alte Kampfgeist, der unsere Alvordern belebte, bei uns heutigen Eidgenossen noch nicht erstorben ist.

Wie aber, so werden Sie sich vielleicht fragen, wird diese *Armee* die strategischen Gegebenheiten ausnützen, von denen wir bisher gesprochen haben? Wie dies im Einzelnen zu geschehen hat, kann freilich nicht fest vorausgeplant werden, sondern hängt von der Gesamtkriegslage, von den Verhältnissen in den anliegenden Grenzräumen, vom Zeitpunkt und der Form des feindlichen Angriffes ab. Wie diesen Verhältnissen Rechnung getragen werden soll, kann nur der Oberbefehlshaber im konkreten Einzelfall entscheiden. Aber wie dem auch

sei, werden wir in von Natur starken Stellungen, die dem Einsatz der schweren Mittel des Gegners große Schwierigkeiten bieten, seinen Vorstoß zum Stehen bringen und ihm das Eindringen in die lebenswichtigen Räume unseres Landes verwehren. Allein wir werden nicht einfach die gegnerischen Angriffe passiv erdulden, sondern immer und überall, wo sich Gelegenheit bietet – und sie wird sich oft bieten, – auf unsern Landesfeind losschlagen und ihm in den vielfach engen, abgeschrankten Räumen unseres Landes durch überraschenden, überfallartigen Angriff empfindliche und verlustreiche Schläge versetzen, so wie es einst die Schwyzer am Morgarten taten. Sollten wir aber auch bei langer Dauer des Krieges genötigt sein, schrittweise Gebiet preiszugeben, so ist doch unsere Unabhängigkeit nicht verloren, solange noch irgendwo die Armee einen Kampfraum hält und in deren Schutz eine schweizerische Regierung ihres Amtes waltet.

Damit wir diese große Aufgabe erfüllen können, brauchen wir aber nicht nur eine Armee mit der modernen Technik entsprechender Bewaffnung und Ausrüstung, eine Führung von hohem moralischem Mut, Initiative und großem Können und eine Truppe mit unerschütterlichem Kampfgeist und solider Disziplin, nein, wir benötigen dahinter auch ein ganzes Volk, das willens und fähig ist, im Frieden wie im Kriege die großen Opfer für die Erhaltung seiner Unabhängigkeit zu bringen.